RAPPORT WSRW – AVRIL 2023

# P POUR PILLAGE

## Les exportations marocaines du phosphate du Sahara Occidental occupé.

*Des compagnies de fertilisants du monde entier importent le phosphate controversé du Sahara Occidental, territoire sous occupation marocaine illégale. Ce rapport détaille celles qui sont impliquées en 2022.*

## 2023 avec les données 2022

WSRW WESTERN SAHARA RESOURCE WATCH

*Octobre 2022, un groupe de réfugiés sahraouis manifeste contre la compagnie australienne Incitec Pivot qui a acheté au gouvernement d'occupation, une cargaison de minerais provenant d'une mine sur leur terre en conflit.*

**PUBLIÉ**
le 24 avril 2023, Bruxelles.

Cette publication est rendue possible par une subvention de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (www.norad.no) au Comité norvégien de soutien au Sahara Occidental.

**ISBN**
978-82-93425-51-9

**Page d'accueil**
Le plus long convoyeur au monde transporte le phosphate des mines de Bou Craa jusqu'à la côte.

**Design**
Lars Høie

**Photos**
Berserk Productions (P.1), Sahraouis contre le pillage (P.2), Emmaus Stockholm (P.12), Aleksandra Schnell (P.14), Matthew Galloway/Jon Wilson (P.25), Andres Putting/Ekspress Meedia (P.30), WSRW.org (P.33, 35), Mohamed Dchira (P.39).

Pour approfondir ses recherches et intensifier ses campagnes internationales WSRW a besoin de votre aide. Pour tout don, rendez-vous www.wsrw.org.

www.wsrw.org
www.twitter.com/wsrw
www.facebook.com/wsrw.org
www.instagram.com/wsrw_org
www.linkedin.com/company/wsrw

Le rapport est libre d'utilisation, en version imprimée ou en ligne. Pour des commentaires ou des questions, contactez coordinator@wsrw.org

*Western Sahara Resource Watch* (WSRW) est une organisation internationale basée à Bruxelles. WSRW, ONG indépendante, travaille en solidarité avec le peuple du Sahara Occidental, pour faire des recherches et informer sur le pillage des ressources du territoire par le Maroc.

**Liste des abréviations**

| | |
|---|---|
| DWT ou TPL : | Tonnes de Port en Lourd |
| OMI : | Organisation Maritime Internationale |
| OCP : | Office Chérifien des Phosphates SA |
| ONU : | Organisation des Nations Unies |



# Synthèse

***Toute vie sur la planète, et donc toute la production agricole, dépend du phosphore, symbole chimique P. Cet élément se trouve dans le minerai de phosphate et est transformé en engrais. Pour le peuple du Sahara Occidental, leur P ne se transforme pas en bénéfice. C'est plutôt le contraire.***

Pour la dixième année consécutive, Western Sahara Resource Watch publie un aperçu annuel détaillé des compagnies impliquées dans l'achat du phosphate du Sahara Occidental. Le minerai de phosphate illégalement exploité par le gouvernement marocain au Sahara Occidental est l'une des sources de revenus tirés par le Maroc des territoires qu'il occupe contre le droit international. Le peuple sahraoui s'est toujours ouvertement déclaré contre ce commerce, et l'a exprimé devant l'ONU, à toute occasion, et aux entreprises concernées.

La liste présentée dans ce rapport est complète pour l'année civile 2022, et indique toutes les cargaisons de phosphate chargées au Sahara Occidental occupé. Au total 23 navires ont quitté le territoire avec 1,23 million tonnes de minerai de phosphate, en légère diminution par rapport au 1,4 million de tonnes de 2021. À titre de comparaison, les exportations moyennes du Maroc à partir du territoire occupé au cours des années 2012-2018 étaient de 1,8 million de tonnes.

Depuis 2021, le Maroc a réalisé d'importants investissements dans le port et dans les installations de Bou Craa. Depuis le début de l'occupation en 1975, le Maroc n'a vendu que du phosphate brut. Dans quelques années, les phosphates seront aussi exportés sous une forme transformée, plus précieuse. Cela rendra ce commerce encore plus lucratif. Les revenus tirés par le Maroc de la mine de Bou Craa ont considérablement augmenté depuis 2021, notamment à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il est difficile de connaître la valeur exacte du commerce, mais WSRW suppose qu'il pourrait se situer entre 327,7 millions et 655,5 millions USD pour l'année 2022.

Les exportations massives vers le Mexique qui ont commencé en juillet 2021, se sont poursuivies en 2022. Les importations mexicaines ont représenté 41,6 % de tout le minerai exporté du territoire occupé en 2022. L'importateur au Mexique avait, en 2018, annoncé qu'il avait arrêté ces importations en raison de son « engagement envers la responsabilité sociale globale », et ne répondait plus aux courriels. L'Inde reste le plus gros importateur. Les importations vers l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande constituent plus de 92% des envois de cargaison du minerai de la zone en conflit du Sahara Occidental.

Il est décevant d'observer qu'Incitec Pivot a envoyé une cargaison en Australie, la première de ce type en 6 ans pour le pays. La société n'a pas répondu aux questionnements de WSRW. Incitec avait apparemment arrêté ces achats en 2016, mais comme elle n'avait jamais annoncé une cessation complète, WSRW avait maintenu l'entreprise sous observation depuis. Point positif, ni China Molybdenum ni EuroChem n'ont répété leurs importations.

En Nouvelle-Zélande, Ravensdown dit continuer à explorer les moyens d'éviter d'utiliser le minerai du Sahara Occidental, ce qui est louable. Ballance Agri-Nutrients montre la tendance inverse, avec un toujours haut niveau d'importation.

Depuis que des navires transportant du phosphate du Sahara Occidental ont été arrêtés au Panama et au Cap en Afrique du Sud en 2017, aucune cargaison n'a plus transité par le cap de Bonne-Espérance ou par le canal de Panama.

WSRW appelle toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à mettre fin immédiatement à tous les achats et transports de phosphate du Sahara Occidental, tant qu'une solution n'est pas trouvée au conflit. Les investisseurs sont invités à interpeller les compagnies, ou à désinvestir si rien n'est fait.

# La controverse

*Dans les territoires occupés, un Sahraoui demande aux agriculteurs néo-zélandais de se réveiller. La nation du Pacifique est l'un des rares pays à encore importer du phosphate du Sahara Occidental. Les Sahraouis vivant dans les territoires occupés et en exil ont constamment protesté contre ces importations.*

La revendication du Maroc sur le Sahara Occidental a été rejetée par la Cour Internationale de Justice.[1] À ce jour, l'ONU qualifie le Sahara Occidental de territoire non autonome – une colonie – sans puissance administrante. Selon l'ONU, la « souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles » est un « élément fondamental du droit à l'autodétermination ».[2]

Le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies a analysé la légalité de l'exploration et exploitation pétrolière au Sahara Occidental, une activité d'extraction des ressources - actuellement dans sa phase exploratoire - qui est d'une nature similaire à l'extraction du phosphate. L'ONU a conclu que « si des activités de prospection et d'exploitation devaient être entreprises au mépris des intérêts et de la volonté du peuple du Sahara Occidental, elles contreviendraient aux principes de droit international applicables aux activités touchant aux ressources minérales des territoires non autonomes. »[3]

L'Organe des Nations Unies dédié aux droits économiques, sociaux et culturels[4] et le Comité des droits de l'homme des Nations Unies ont tous deux souligné la nécessité d'obtenir du peuple sahraoui son « consentement à la réalisation de projets de développement et d'opérations d'extraction [des ressources] ».[5]

Une série d'arrêts de la Cour européenne de justice, le dernier du 29 septembre 2021, affirme le droit du peuple sahraoui au consentement, et établit que ce consentement doit être obtenu du représentant légal de ce peuple, le Front Polisario.[6]

Pourtant, quelques semaines seulement après l'invasion du territoire en 1975, le minerai de phosphate de la mine de Bou Craa au Sahara Occidental était exporté vers des entreprises d'engrais étrangères. La mine de Bou Craa est gérée par *l'Office Chérifien des Phosphates SA* (OCP), compagnie nationale marocaine de phosphate maintenant connue comme OCP SA. La mine est l'une des principales sources de revenus du Maroc sur le Sahara Occidental.

Les Phosphates de Boucraa SA (Phosboucraa) est une filiale à part entière de l'OCP. Ses principales activités sont l'extraction, l'enrichissement, le transport et la commercialisation de minerai de phosphate de la mine de Bou Craa, jusqu'à l'exploitation du quai de chargement et de l'usine portuaire de traitement située sur la côte Atlantique, à El Aaiún. L'OCP déclare sa capacité annuelle de production au Sahara Occidental à 2,6 millions de tonnes et estime la réserve de Bou Craa à 500 millions de tonnes.[7] Bou Craa contribue pour environ 8% des volumes totaux extraits par l'OCP et pour environ 20% de son exportation totale de minerai de phosphate.[8] OCP affirme que les mines Bou Craa ne représentent que 2% de toutes les réserves de phosphate exploitées par le Maroc.[9] La qualité exceptionnelle du minerai de phosphate du Sahara Occidental en fait un produit très convoité des producteurs d'engrais.

Cependant, cette histoire pourrait toucher à sa fin. Le gisement de phosphate de Bou Craa est composé de deux couches. Les propres rapports de l'OCP de 2014 et 2016 se contredisent, affirmant que seule la couche supérieure est exploitée ou que l'exploitation minière est déjà passée à la deuxième couche, qui est de moindre qualité.[10] Ce qui est clair c'est que le Maroc a maintenant pratiquement vendu la totalité du phosphate de haute qualité qui aurait dû être disponible pour le peuple sahraoui dès son autodétermination.

L'OCP affirme aussi que Phosboucraa est le plus grand employeur privé de la région, déclarant 2 029 employés en 2019[11] - dont 75% sont dits être des « locaux » (sans qu'il soit précisé s'ils sont Sahraouis ou colons marocains).[12] L'OCP affirme également que Phosboucraa est un acteur majeur de la viabilité économique et du bien-être des habitants de la région. L'OCP vante également l'impact social de Phosboucraa, affirmant verser des pensions aux retraités, offrir des avantages médicaux et sociaux aux employés, retraités et familles, etc.[13]

L'OCP présente des prétendus bénéfices économiques et sociaux comme justification à son exploitation de mines de phosphate à l'extérieur des frontières traditionnelles et internationalement reconnues du Maroc.[14]

Le Maroc utilise le phosphate de Bou Craa dans son lobbying politique afin gagner le soutien d'autres pays à son occupation illégale. Un document officiel du gouvernement marocain, divulgué en 2014, affirme que les ressources du Sahara Occidental, y compris le phosphate, doivent être utilisées « pour impliquer la Russie dans des activités au Sahara ». Le document poursuit en disant que « en retour, la Russie pourrait garantir un gel sur le dossier Sahara au sein de l'ONU. »[15]



*« Le Sahara Occidental est sous occupation marocaine depuis 1975 et figure sur la liste onusienne des territoires non autonomes qui doivent être décolonisés. Le conseiller juridique de l'ONU a déclaré en janvier 2002 que l'exploration des ressources minérales au Sahara Occidental sans le consentement local violerait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. ».*

Fonds de pension du gouvernement suédois, AP – Fonden, sur l'exclusion de PotashCorp et Incitec Pivot de ses portefeuilles.[16]

*« Les achats de phosphate du Sahara Occidental par Agrium selon un contrat à long terme avec l'OCP constituent un risque inacceptable de complicité dans la violation des règles éthiques fondamentales, et contrevient ainsi aux directives de KLP pour un investissement responsable. »*

La compagnie d'assurance norvégienne KLP concernant son désinvestissement d'Agrium Inc.[17]

*« L'exploitation du phosphate par la société au Sahara Occidental est considérée comme une violation de l'article 73 de la Charte des Nations Unies, de l'article 55 de la Convention de La Haye, de l'avis Corell et, partant, du point 12 des principes directeurs de l'ONU (relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) et de l'article 40 des principes directeurs de l'OCDE. »*

MP Pension, Danemark. Décision d'exclure l'OCP de l'univers d'investissement, 17 janvier 2019.[18]

*« Opérations en territoire occupé (Sahara Occidental) »*

Fonds de compensation au régime général de pension, Luxembourg, le 23 novembre 2018, en référence aux exclusions de toutes les entreprises importatrices d'engrais concernées.[19]

*« Les violations des droits de l'homme au Sahara Occidental »*

PGB Pensioenfonds, Pays-Bas, troisième trimestre de 2015, sur l'exclusion de l'OCP SA de ses portefeuilles.[20]

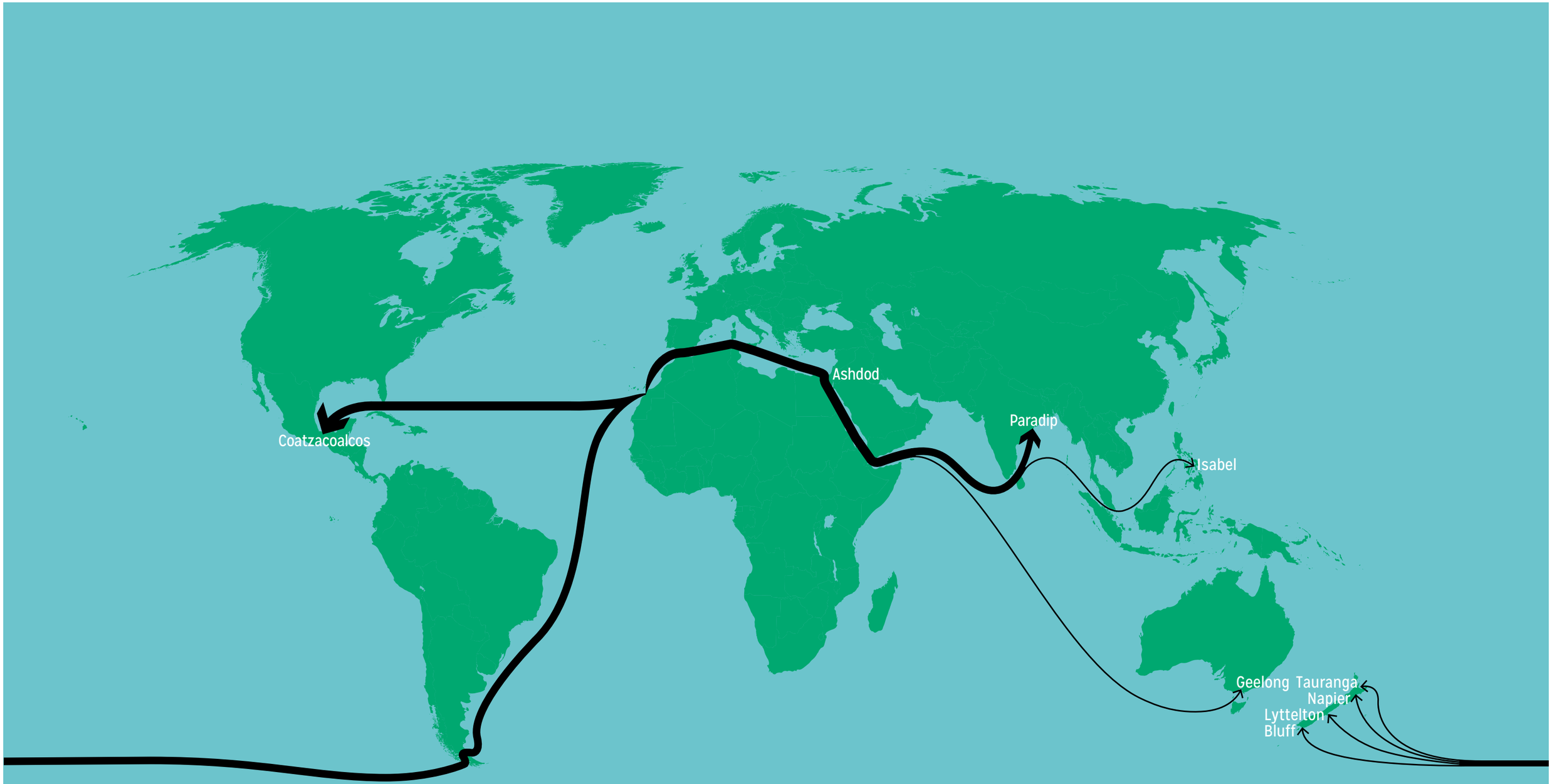
*« Nutrien est exclu pour violation des règles internationales du fait de la poursuite de son approvisionnement en minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé, sans le consentement du peuple Sahraoui. »*

Nykredit Realkredit Group, Danemark, expliquant son exclusion de Nutrien, avril 2018.[21]

*« Le Conseil éthique ne croit pas que la compagnie a été en mesure de prouver que l'exploitation du phosphate se fait en conformité avec les intérêts et les désirs des Sahraouis. Sur la base de l'évaluation selon laquelle un dialogue plus poussé ne sera pas productif, le Conseil a recommandé aux Fonds AP de désinvestir d'Agrium ».*

Conseil éthique suédois, le 9 avril 2015, expliquant pourquoi tous les fonds du gouvernement suédois ont désinvesti d'Agrium Inc.[22]

# Les cargaisons 2022




*En 2022, 1,2 million de tonnes de phosphate ont été transportées hors du Sahara Occidental. WSRW a tracé l'ensemble du flux. Après la détention de navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017, aucun navire n'a plus pris ces routes maritimes traditionnelles.*

# Les exportations

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| Quantité estimée de phosphate exporté | 1 231 400 tonnes | 1 417 000 tonnes |
| Valeur estimée du phosphate exporté | 655,5 millions $ | 349,1 millions $ |
| Valeur estimée du plus gros chargement sorti du territoire | 33 millions $ | 15,1 millions $ |
| Valeur estimée du plus petit chargement sorti du territoire | 2,93 millions $ | 2,8 millions $ |
| Nombre de navires partis avec du phosphate du territoire | 23 | 26 |
| Montant moyen de phosphate exporté dans chaque navire | 53 500 tonnes | 54 500 tonnes |
| Moyenne estimée de phosphate exporté à chaque expédition | 28,5 millions $ | 13,4 millions $ |
| Estimation du prix annuel moyen du minerai de phosphate de Bou Craa utilisé pour les calculs dans ce rapport (par tonne) | 532,32 $ | 246,6 $ |

**Méthodologie**
Ce rapport est établi à partir des données recueillies dans le cadre du suivi continu des navires.

Les quantités de phosphate chargées dans les navires ont généralement été calculées à 97 % du fret total du navire (et du combustible de soute et réserves), capacité exprimée en tonnes de port en lourd (Tpl). Les navires ont été suivis et leurs arrivées confirmées aux destinations indiquées. Lorsque cela est possible, les montants estimés ont été vérifiés par le biais de documents officiels dans les pays importateurs.

WSRW pense avoir détecté, suivi et pris en compte tous les navires au départ du port de El Aaiún pour 2022. Cependant WSRW ne peut exclure la possibilité qu'un navire ou d'avantage n'aient pas été détectés.

**Ajustement de l'estimation des prix**
WSRW a très probablement adopté une estimation de prix trop basse pour le phosphate de Bou Craa dans les éditions 2012-2020 du rapport P pour Pillage. Faute de meilleures sources, WSRW a appliqué jusqu'à 2020 une valeur du minerai de phosphate mentionnée par Index Mundi. Cependant, les données obtenues au fil des ans suggèrent que le prix du minerai de Bou Craa est nettement supérieur au prix moyen du marché international.

À partir de l'édition 2021 du rapport P pour Pillage, nous ajoutons 100% au prix indiqué par l'Indice Mundi. Le prix moyen du minerai de phosphate en 2022 selon l'indice Mundi était de 266,16 $US la tonne. Dans ce rapport, le prix du minerai de phosphate de Bou Craa est donc calculé à une moyenne de 532,32 $US la tonne. WSRW considère cela une estimation approximative. Le prix des phosphates et des engrais a considérablement augmenté depuis l'invasion russe de l'Ukraine.

Pour une des cargaisons expédiées en 2021, nous soupçonnons que le prix aurait pu atteindre 234 USD/tonne, soit presque le double du prix de l'Index Mundi pour ce mois-là. Des documents internes de l'OCP de 2019 révélés en ligne suggéraient un prix du fret du minerai de Bou Craa entre 139 et 161 US/tonne.[23] Ce prix était nettement supérieur au prix de 98,5 - 102,5 US/tonne de l'Index Mundi en 2019 et de 70,7 - 83,3 US/tonne en 2020. Les prix plus élevés ont été confirmés auprès de sources dans les pays importateurs.

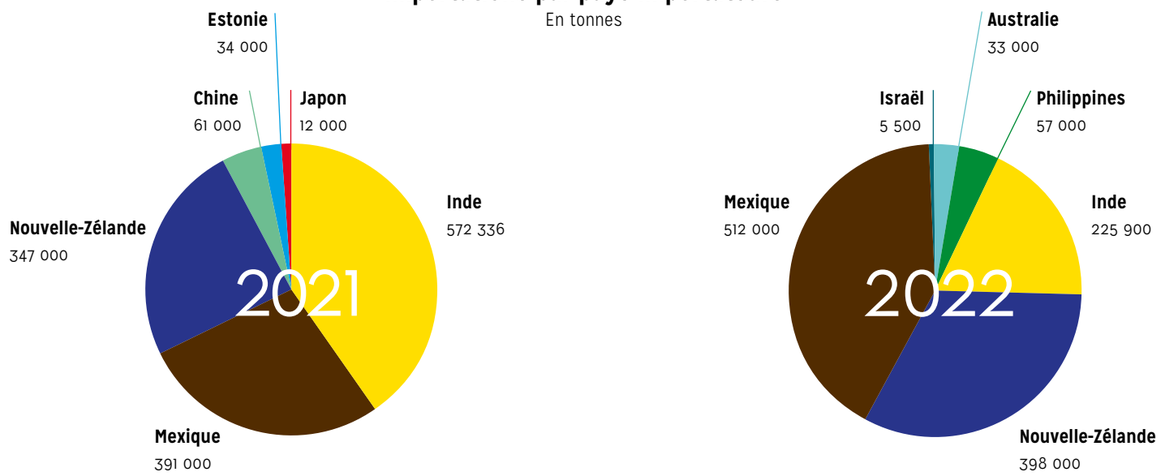
**Fluctuation des niveaux d'exportation**
En général, les calculs de WSRW au cours des dernières années sont confirmés dans les rapports de l'OCP.

Jusqu'en 2006, l'exportation de phosphate était en moyenne de 1,1 million de tonnes par an, considérablement inférieure à la capacité de production de 2,6 millions de tonnes.[24] À la fin des années 1970, la production s'est arrêtée pendant les trois ans du conflit armé sur le territoire, pour atteindre progressivement 2 millions de tonnes à la fin des années 1990. WSRW a commencé le suivi quotidien en 2011. Notre premier rapport a estimé les exportations OCP des phosphates extraits à Bou Craa à 1,8 million - 2,2 millions de tonnes en 2012-2013. La projection de WSRW de 2,1 millions de tonnes de phosphate de Bou Craa en 2014 a été confirmée dans le volume de phosphate « traité » mentionné dans le Prospectus d'OCP.[25] Après le niveau exceptionnellement bas des exportations en 2015, le volume de 2016 est plus conforme aux niveaux observés dans le passé. Les approximations de WSRW concernant les volumes exportés pour 2015, 2016 et 2017 sont confirmées par les données indiquées dans les derniers prospectus parus en 2018.[26]

Selon un rapport de l'agence portuaire du gouvernement marocain, une augmentation de 21,9 % des exportations de phosphate d'El Aaiún a eu lieu de 2020 à 2021.[27] Cela correspond à peu près à nos données d'expédition, qui suggèrent une augmentation de 26,2 %.

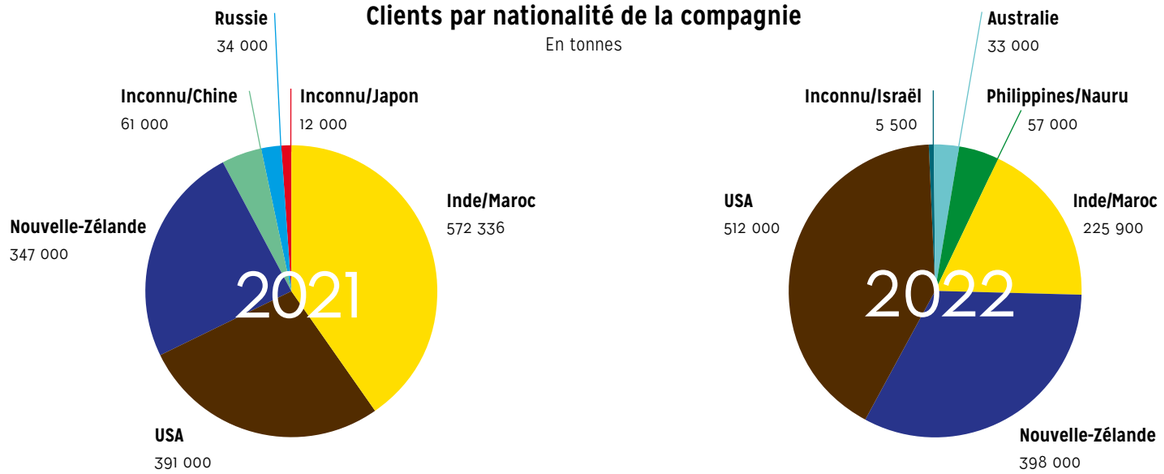
## Importations par pays importateurs

En tonnes



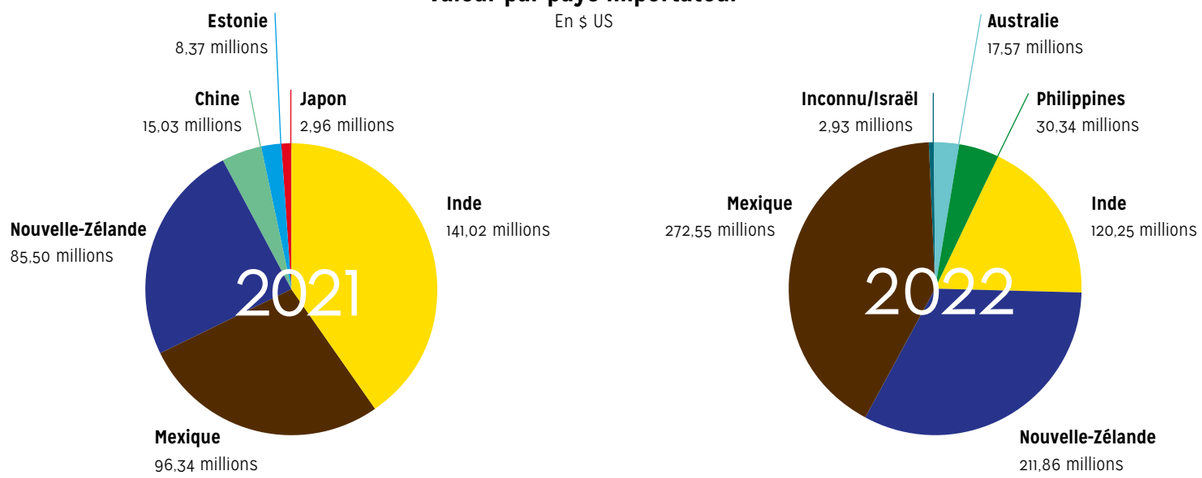

## Clients par nationalité de la compagnie

En tonnes




## Valeur par pays importateur

En $ US



# Les importateurs 2022

| Rango | Nom de la compagnie | Pays de la maison mère | Destination de l'importation | Nombre de chargements | Poids de l'achat de phosphate (tonnes) | Valeur des phosphates achetés ($US) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Innophos Holdings Inc | USA | Coatzacoalcos, Mexique | 9 | 512 000 | 272,55 millions |
| 2 | Ballance Agri-Nutrients Ltd. | Nouvelle-Zélande | Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande | 5 | 297 000 | 158,09 millions |
| 3 | Paradeep Phosphates Ltd. | Inde/Maroc | Paradip, Inde | 4 | 225 900 | 120,25 millions |
| 4 | Ravensdown | Nouvelle-Zélande | Napier/Lyttelton, Nouvelle-Zélande | 2 | 101 000 | 53,76 millions |
| 5 | Philphos | Philippines/Nauru | Isabel, Philippines | 1 | 57 000 | 30,34 millions |
| 6 | Incitec Pivot | Australie | Geelong, Australie | 1 | 33 000 | 17,57 millions |
| 7 | Inconnu | Inconnu (possible Israël) | Ashdod, Israël | 1 | 5 500 | 2,93 millions |

*« Les entreprises qui achètent des phosphates du Sahara Occidental soutiennent en réalité la présence du Maroc sur le territoire, étant donné que le phosphate est commercialisé par la compagnie nationale marocaine OCP et qu'il est à probable que les revenus générés par l'opération vont en grande partie à l'État marocain. Dans sa forme actuelle, l'extraction par l'OCP des ressources en phosphate au Sahara Occidental constitue une violation grave des règles. Ceci est dû à la fois au fait que les souhaits et les intérêts de la population locale ne sont pas respectés et au fait que l'opération contribue à la persistance de la situation juridique internationale non résolue, et ainsi à la présence du Maroc et son exploitation des ressources dans un territoire sur lequel il n'a pas de souveraineté légitime ».*

Le Conseil d'Éthique du fonds de pension du gouvernement norvégien, à propos de l'exclusion d'Innophos Holdings Inc. en janvier 2015.[28]



# Les nationalités des transporteurs

| | Nombre de navires | Volume transporté | Valeur en $ |
|---|---|---|---|
| **Pays du propriétaire enregistré** | | | |
| Iles Marshall | 8 | 413 500 | 220 114 320 |
| Panama | 5 | 260 900 | 138 882 288 |
| Hong Kong | 2 | 122 500 | 65 209 200 |
| Singapour | 2 | 114 000 | 60 684 480 |
| Libéria | 2 | 110 000 | 58 555 200 |
| Inconnu | 1 | 59 000 | 31 406 880 |
| Etats-Unis | 1 | 57 000 | 30 342 240 |
| Suisse | 1 | 55 500 | 29 543 760 |
| Allemagne | 1 | 39 000 | 20 760 480 |
| **Gérant, nationalité de la participation majoritaire** | | | |
| Grèce | 7 | 279 000 | 148 517 280 |
| Chine | 3 | 178 300 | 94 912 656 |
| Inconnu | 3 | 125 000 | 66 540 000 |
| Thaïlande | 3 | 114 000 | 60 684 480 |
| Japon | 2 | 95 000 | 50 570 400 |
| Allemagne | 2 | 93 000 | 49 505 760 |
| Bermudes, Chili, Chypre, Sud Corée, Suisse, USA | 1 de chaque | | |
| **Propriétaire du groupe, nationalité enregistrée** | | | |
| Chine | 5 | 293 800 | 156 395 616 |
| Bermudes | 2 | 121 000 | 64 410 720 |
| Libéria | 2 | 114 000 | 60 684 480 |
| Thaïlande | 2 | 114 000 | 60 684 480 |
| Panama | 2 | 110 000 | 58 555 200 |
| Japon | 2 | 95 000 | 50 570 400 |
| Inconnu | 2 | 44 500 | 23 688 240 |
| Chypre, Grèce, Hong Kong, Corée du Sud, Suisse, Turquie | 1 chacun | | |
| **Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire** | | | |
| Chine | 5 | 293 800 | 156 395 616 |
| Grèce | 5 | 279 000 | 148 517 280 |
| Bermudes | 2 | 121 000 | 64 410 720 |
| Thaïlande | 2 | 114 000 | 60 684 480 |
| Inconnu | 3 | 106 500 | 56 692 080 |
| Japon | 2 | 95 000 | 50 570 400 |
| Chypre, Corée du Sud, Suisse, Turquie | 1 chacun | | |
| **Pavillon** | | | |
| Îles Marshall | 7 | 397 000 | 211 331 040 |
| Liberia | 6 | 330 500 | 175 931 760 |
| Panama | 5 | 210 400 | 112 000 128 |
| Singapour | 2 | 114 000 | 60 684 480 |
| Hong Kong | 1 | 62 000 | 33 003 840 |
| Royaume-Uni | 1 | 62 000 | 33 003 840 |
| Suisse | 1 | 55 500 | 29 543 760 |
| **P&I Club (mutuelle maritime de protection et indemnisation)** | | | |
| Inconnu | 6 | 332 800 | 177 156 096 |
| Gard | 5 | 282 500 | 150 380 400 |
| Britannia P&I | 3 | 173 000 | 92 091 360 |
| The Swedish Club | 2 | 113 000 | 60 152 160 |
| Japan P&I Club | 2 | 95 000 | 50 570 400 |
| Standard Club | 1 | 62 000 | 33 003 840 |
| West of England Ship Owners' Mutual Insurance Ass | 1 | 57 000 | 30 342 240 |
| UK P&I | 1 | 55 600 | 29 596 992 |
| Skuld | 1 | 55 000 | 29 277 600 |
| Thomas Miller Specialty | 1 | 5 500 | 2 927 760 |

# Les principaux fournisseurs se retirent

*Après 12 ans de pratique, les entreprises suédoises fournissant des équipements de forage pour l'exploitation de la mine controversée de Bou Craa au Sahara Occidental occupé ont cessé leur activité en 2020.*

**EPIROC/ATLAS COPCO**

« Nous n'avons aucun accord pour la maintenance ou la fourniture de la mine de Bou Craa au Sahara Occidental et nous n'avons pas l'intention de fournir la mine à l'avenir », a écrit Epiroc à WSRW.[29] Ce qui a été vérifié de plusieurs sources.

Epiroc est une société suédoise assez récente, créée en 2018. La société a été créée à la suite d'une décision de la société suédoise Atlas Copco de scinder son ancienne activité d'équipement minier. Au moment de la scission, Atlas Copco vendait et entretenait depuis plusieurs années du matériel pour la mine controversée du Sahara Occidental. Ses premières ventes datent de 2008 et l'accord n'a été révélé par WSRW qu'en 2013.

Bien qu'Atlas Copco et Epiroc n'aient pas commenté la question pendant longtemps après la création d'Epiroc, les propriétaires des deux sociétés s'entendaient pour dire que le contrat avec OCP avait été repris par Epiroc, comme c'était le cas avec d'autres contrats d'Atlas Copco. Un courrier adressé à Epiroc en novembre 2019 n'a pas reçu de réponse, mais lorsqu'elle a été interpellée par le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme plus tôt cette année, la société a déclaré qu'elle « examinait actuellement cette question ».

Atlas Copco confirmait ne plus être impliqué dans la mine. « Atlas Copco n'exerce aucune activité au Sahara Occidental. Le client de la mine de Bou Craa et d'Atlas Copco a convenu qu'il n'y aurait pas de nouvelles commandes pour la livraison d'équipements, de pièces de rechange et de services au Sahara Occidental », a déclaré Atlas Copco dans un courrier à WSRW du 18 septembre 2020. Cela a été confirmé au Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme dans un courrier du 9 mars 2020. « Atlas Copco n'a pas d'opérations au Sahara Occidental. Le secteur des équipements miniers fait désormais partie d'un société publique différente, Epiroc AB. [...] Il n'y a aucun service rendu par le personnel d'Atlas Copco au Sahara Occidental », écrivait la société.[30]

**CONTINENTAL**

La société allemande Continental ne fournit plus à l'OCP des pièces essentielles pour son tapis roulant de 100 km de long qui transporte le minerai de phosphate de la mine de phosphate jusqu'à la côte. La cessation est due au non-renouvellement du contrat avec l'OCP de la filiale ContiTech de Continental. L'annonce a été faite dans une correspondance avec Western Sahara Resource Watch (WSRW) en février 2021.[31]

Le contrat, qui prévoyait que ContiTech fournissait des pièces de rechange aux installations de convoyage de l'OCP, avait expiré le 30 juin 2020. Continental et OCP étaient en discussion depuis plus d'un an pour son renouvellement. En janvier 2020, la société a confirmé à WSRW que les pourparlers étaient en cours et que la question du Sahara Occidental serait abordée dans les négociations.

WSRW échange avec Continental depuis 2017. L'implication de Continental au Sahara Occidental a commencé en 1971, lorsque le territoire était encore colonisé par l'Espagne.



# Les partenaires d'OCP dans la mine

*La compagnie espagnole Siemens Gamesa, contrôlée par la compagnie allemande Siemens Energy, fournit toute l'énergie nécessaire à l'exploitation marocaine minière illégale du phosphate au Sahara Occidental. La réfugiée sahraouie Khadja Bedati a interpellé Siemens lors des assemblées générales annuelles 2018 et 2020 de l'entreprise. Siemens n'a pas répondu à ses questions.*

**SIEMENS ENERGY**

La compagnie allemande d'ingénierie Siemens a, en 2013, livré, installé et mis en service 22 éoliennes du parc éolien de 50 MW de Foum el Oued au Sahara Occidental occupé. Le parc a été commandé par l'agence nationale marocaine d'électricité, l'ONEE et construit en partenariat avec la compagnie d'énergie éolienne NAREVA - propriété du roi du Maroc. Le parc de Foum el Oued fournit Phosboucraa en énergie. L'OCP se vante aujourd'hui d'un 100% éolien de Phosboucraa.[32] En d'autres termes : toute l'énergie nécessaire pour l'exploitation et le transport du phosphate au Sahara Occidental est maintenant générée par les éoliennes livrées par Siemens Gamesa. La production d'énergie verte rend le pillage marocain du territoire encore plus lucratif.[33] En 2018, la compagnie a confirmé à WSRW avoir prolongé de 15 ans le contrat de maintenance du parc de Foum el Oued.[34] WSRW a demandé à plusieurs reprises à la compagnie - par écrit et lors de ses assemblées générales - de dire clairement si le peuple du Sahara Occidental a consenti à ses opérations - une exigence légale mise en avant par la Cour de justice de l'UE. La compagnie n'a jamais répondu à la question, mais a revendiqué que son travail profite à la « population locale ». Dans le même temps, Siemens affirme qu'elle « s'abstient de prendre position ou de porter des jugements sur des questions de droit international », ce qui est difficile à concilier avec l'acte de conclure des accords commerciaux avec un État qui n'a pas de mandat légal à être au Sahara Occidental.[35]

Dans sa correspondance la plus récente avec WSRW, Siemens Gamesa s'est à nouveau référé à une « évaluation juridique externe » non divulguée qui conclurait que les activités de Siemens sont « conformes aux lois applicables ». L'entreprise ne partage pas le document, ni ne précise quel cadre juridique est prétendument applicable à ses activités.[36] Siemens Energy (qui depuis 2022 détient une participation majoritaire dans Siemens Gamesa) a été interrogé lors de son Assemblée Générale annuelle de 2022 et 2023 mais n'a pas répondu aux questions.[37]

**WORLEY**

En 2019, la société australienne Worley Ltd a repris la division Énergie, produits chimiques et ressources de la société américaine Jacobs Engineering Inc et a hérité à ce titre de la propriété d'une coentreprise à 50/50 avec OCP appelée JESA (Jacobs Engineering SA).[38] Cette dernière est décrite comme une entreprise marocaine de construction et d'ingénierie. JESA a des projets au Maroc et dans d'autres pays africains. JESA est également liée aux projets de l'OCP au Sahara Occidental occupé, notamment par la fourniture de génie civil au projet Technopole de Foum el Oued près d'El Aaiún.[39] Ce projet envisage la création d'un pôle technologique pour faire avancer le développement économique des « régions du Sud », notamment à travers le développement industriel de Phosboucraa.[40] WSRW a écrit à quatre reprises à la compagnie, la dernière fois en mai 2022, mais n'a pas reçu de réponse.[41]

**CATERPILLAR**

Des camions de la compagnie américaine Caterpillar ont été observés transportant du minerai de phosphate au Sahara Occidental occupé. Les camions sont du type MT3300, fabriqués par une société appelée Unit Rig, qui a été reprise en 2011 par Caterpillar. Une agence Caterpillar agréée officielle a été créée à El Aaiún dans le territoire occupé par Tractafric Equipment Corporation en 2013. Tractafric est une filiale du groupe français Optorg, qui fait partie de la holding marocaine SNI, détenue principalement par la famille royale marocaine. La société affirme sur son site Web que « Laayoune » (transcription française d'El Aaiun, telle qu'adoptée par le Maroc) est située au Maroc.[42]

WSRW a envoyé des courriers à Caterpillar - le dernier en mars 2023 - demandant des éclaircissements sur l'équipement de la société dans la mine de Bou Craa, mais n'a jamais reçu de réponse.[43]

**THYSSENKRUPP**

Le conglomérat industriel allemand répondait dans un courrier adressé à WSRW en 2021 : « Thyssenkrupp Mining Technologies a remis à neuf trois gerbeurs et deux récupérateurs sur le parc de stockage de phosphate du site de Bou Craa, ce qui impliquait une inspection et l'ingénierie, la fourniture et la construction de composants pour être remplacé pour prolonger la durée de vie opérationnelle des machines. »[44] La société ajoutait n'avoir pas d'autres activités et projets en cours concernant le site de Bou Craa.

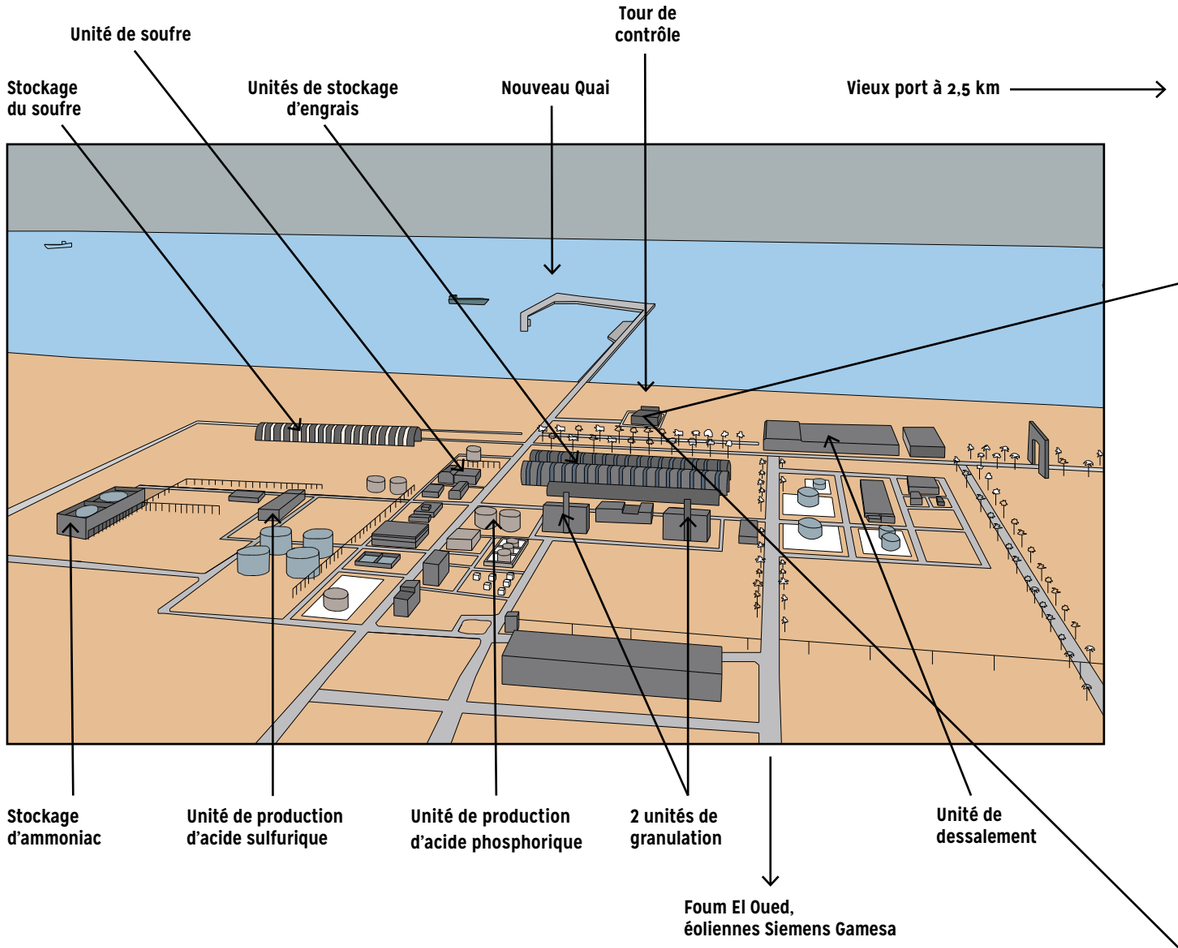
Très ouvert sur ses activités antérieures sur le territoire, Thyssenkrupp ne dit pas s'il s'abstiendra, politiquement, de s'impliquer à nouveau. L'approche de la société semble être « il n'y avait pas d'embargos ou autres restrictions européennes à l'exportation pour les livraisons dans la région du Sahara Occidental à l'époque et il n'y en a toujours pas ».

**IFM**

L'équipement de la société allemande de technologie d'automatisation IFM electronic a été signalé comme étant utilisé dans la bande transporteuse. WSRW a contacté l'entreprise à trois reprises en 2021-2023, sans réponse.[45]

# Nouveau port de pillage

## Le Maroc investit massivement pour l'augmentation des bénéfices tirés de l'exportation du minerai de la zone en conflit. L'investissement comprend un nouveau port abrité, un quai et une grande unité de production pour traiter les phosphates bruts.



*La nouvelle usine d'engrais et port est située à 2,5 kilomètres au sud du quai existant. L'essentiel de l'ouvrage portuaire était déjà en place en 2022, tandis que les fondations de certaines unités industrielles sont sur le point d'être achevées.*

*En 2021, construction des fondations de ce qui est très probablement une nouvelle tour de contrôle, près du nouveau quai.*

En 2016, le roi du Maroc a inauguré une série de projets structurants dans et à proximité du port phosphatier d'El Aaiún, d'où OCP n'exporte actuellement que du minerai de phosphate.[46] L'objectif global est de diversifier les activités de Phosboucraa, de l'exportation de matières premières à la production de produits intermédiaires et d'engrais à base de phosphate.

Selon l'OCP, l'investissement de 2,2 milliards de dollars prévoyait la construction d'une usine chimique d'une capacité de production d'un million de tonnes d'engrais par an. L'installation serait équipée d'une unité de production d'acide sulfurique et phosphorique et d'une unité de granulation. Parallèlement à cela, un nouveau port serait développé, en plus d'une unité de lavage et d'installations de stockage, et de nouvelles méthodes d'extraction seraient introduites sur le site minier lui-même.[47]

Un récent document officiel de l'OCP confirme que les travaux du nouveau port de phosphate et de l'unité de lavage sont actuellement en cours. Ceci est également vérifié auprès de sources locales et d'images satellites. L'entreprise indique qu'elle « envisage » de nouvelles capacités de stockage et de manutention, une nouvelle usine de séchage dédiée à l'exportation et réitère l'intention de développer « une unité de production d'engrais entièrement intégrée qui devrait démarrer ses opérations d'ici 2023 avec une capacité d'un million de tonnes ».[48]

En 2020, l'OCP a également signalé avoir déployé un procédé de flottation inversée à Bou Craa pour enrichir le phosphate à faible teneur en phosphore, afin de le rendre économiquement plus viable et exploitable.[49] Cela corrobore les déclarations antérieures de l'OCP selon lesquelles il procédait à l'exploitation des couches plus profondes de la mine à ciel ouvert, qui seraient de moindre qualité.[50]

Parallèlement à l'expansion des opérations de Phosboucraa, un pôle scientifique axé sur le développement des « provinces du sud » baptisé Technopole est également en cours de développement à Foum El Oued sur un terrain de 600 ha.[51]

La principale entreprise impliquée dans la construction du nouveau port est **Archirodon** des Pays-Bas/Grèce.[52] Elle indique que ses travaux pour Phosboucraa se déroulent au « Maroc », devaient durer de 2019 à 2023, selon un contrat d'une valeur de 450 millions de dollars. La société n'a pas répondu aux courriers de WSRW, envoyés en 2019 et 2022.[53] Archirodon a cependant écrit aux députés européens à la demande de l'ambassadeur du Maroc en Grèce, leur demandant de rejeter les initiatives qui « mettent en cause l'intégrité territoriale du Maroc ».[54]

D'autres sociétés impliquées sont : **Eccher/DEAL** (Italie), **SYSTRA** (France), **TERRASOL** (France), **Bygging-Uddemann AB** (Suède), **Jan de Nul Group** (Belgique), **Kataskevastiki J. Dimitriou Ltd** (Grèce), **Geotehnika SARL** (Maroc), **COWI A/S** (Danemark), **Negri France** (France), **Tectone Group** (Maroc).

Sont impliquées récemment pour le port ou l'export : **Daewoo E&C** et **Korea Port Engineering Corp** (Corée du Sud), **Tecalemit Flexibles** (France), **Mobilis** (France), **DV Offshore** (France), **GM Equipements** (Maroc), **DEME Group** (Belgique).

Les détails concernant ces sociétés sont disponibles sur le site Web de WSRW.[55] WSRW a également récemment découvert l'implication de la compagnie italienne **Bedeschi**.[56]

**Bygging Uddemann** a écrit à WSRW qu'il ignorait que son équipement allait être utilisé au Sahara Occidental. « Nous ne pouvons pas contrôler ni garantir dans quels territoires ou pays nos clients décident d'utiliser leur équipement », a déclaré la société à WSRW.[57] « Nous avons livré des équipements de construction à notre client grec (Archirodon Group) qui les a acheté [...] pour des travaux internationaux de construction de caissons », a déclaré la société. **COWI** n'a pas répondu aux questions, mais a confirmé avoir conclu un contrat de conseil en 2019 avec « un entrepreneur international privé ». L'entreprise a rapidement rétorqué « nous n'avons identifié aucun obstacle juridique ».[58]

# Le cas des produits pillés

Navire :
**NM Cherry Blossom**

IMO :
**9703655**

Pavillon :
**Îles Marshall**

Cargaison estimée de minerai de phosphate :
**55 000 tonnes**

Opérateur :
**AM Nomikos**

Départ :
**El Aaiún, Sahara Occidental, 13 avril 2017**

Arrestation :
**À Port Elizabeth, Afrique du Sud, le 1er mai 2017**

Libération :
**Le 8 mai 2018**

Marchandises vendues aux enchères :
**Le tribunal a ordonné la vente aux enchères de la cargaison, terminée le 19 avril 2018. La cargaison a été rachetée par l'affréteur.**

### OCP

L'OCP SA est une entreprise nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A. L'OCP a revendiqué la propriété de la cargaison devant le tribunal sud-africain.

Financé par le pillage annuel du Sahara Occidental, l'OCP a engagé une importante troupe de cabinets d'avocats en droit international et de compagnies de relations publiques pour défendre son cas et gérer l'image de ses opérations.

### RASD

La République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) représentait le peuple du Sahara Occidental devant la cour. La RASD n'est pas reconnue comme un État membre de l'ONU, mais elle est un membre à part entière de l'Union Africaine. La République Sahraouie représente à la fois le peuple du Sahara Occidental qui a fui l'invasion marocaine et celui qui vit sous occupation marocaine. La structure de l'État se chevauche avec celle du Front Polisario, que l'ONU reconnaît comme le mouvement de libération nationale du territoire.

### La cour de Panama a relâché le navire

Le 17 mai 2017, un tribunal maritime du Panama a ordonné la détention du navire Ultra Innovation, transportant du minerai du Sahara Occidental pour Agrium au Canada, par le port de Vancouver. 30 heures plus tard, une garantie financière a été engagée par la compagnie maritime pour la libération du navire. Le 5 juin, le tribunal maritime de Panama a décidé, sans organiser d'audience formelle, que la question ne pouvait être réglée par cette juridiction. Depuis, aucun navire transportant des cargaisons sahraouies n'a emprunté le canal de Panama.

### FURNESS WITHY CHARTERING et MAERSK

L'affréteur du navire à destination de la Nouvelle-Zélande était Furness Withy, une compagnie d'exploitation et de courtage de cargaison sèche basée à Londres / Melbourne qui faisait alors partie de la société allemande Hamburg Süd. Cette entité était en soi entièrement détenue par l'Oetker Group, particulièrement connu internationalement pour ses pizzas congelées Dr Oetker. Mais sa branche d'expédition était apparemment responsable de l'affrètement de navires provenant du Sahara Occidental depuis de nombreuses années, probablement par l'intermédiaire de sa filiale en Australie, qui traite les cargaisons en vrac Australie-Europe.[60]

WSRW a identifié environ 20 probables transports Furness / Oetker – mais non confirmés – au cours de la dernière décennie.[61] À l'arrivée du navire Furness Karumba en Australie en 2008, des représentants du syndicat maritime d'Australie sont montés à bord du navire pour remettre au capitaine une lettre de protestation contre le commerce des phosphates sahraouis. La lettre a également été envoyée aux entreprises impliquées dans le transport, ainsi qu'à l'importateur local.[62]

En 2017, le groupe danois Maersk a pris le contrôle de Hamburg Süd, filiale de Oetker Group. En juin 2018, Maersk a annoncé son intention de mettre fin aux engagements historiques des transports de Hambourg Süd depuis le Sahara Occidental. « Le contrat expire en 2018 et aucun autre contrat n'est prévu par la suite », écrivait la société.[63]

### AM NOMIKOS

AM Nomikos Transworld Maritime était le propriétaire et l'exploitant du *NM Cherry Blossom*. WSRW a contacté l'entreprise le 8 mai 2017 et n'a pas reçu de réponse.[59] AM Nomikos était également le propriétaire / opérateur du navire Sophiana transportant une cargaison similaire destiné à Ballance en novembre-décembre 2016.

### BALLANCE AGRI-NUTRIENTS

Ballance Agri-Nutrients, une coopérative de Nouvelle-Zélande avait acheté la cargaison du *NM Cherry Blossom*. L'OCP a racheté la cargaison – et a donc agi en tant que propriétaire dans la procédure judiciaire – immédiatement après l'immobilisation du navire en Afrique du Sud.

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et produits connexes en Nouvelle-Zélande. Ballance et les usines que la coopérative a acquises au cours des années, sont acheteurs des phosphates Bou Craa depuis des décennies. L'entreprise a signé un accord à long terme avec l'OCP en 1999, obligeant l'OCP à fournir du phosphate à Ballance.

Le 1er mai 2017, un incident intervenu en Afrique du Sud reste à ce jour très actuel. Ce jour-là le vraquier *NM Cherry Blossom* a été arraisonné à Port Elizabeth selon une ordonnance du tribunal, à la demande de la République Sahraouie (RASD). Le navire avait seulement prévu une brève escale afin de prendre du carburant sur le long voyage du Sahara Occidental vers la Nouvelle-Zélande. Peu de temps après son entrée au port, la RASD a présenté une requête à la Haute Cour sud-africaine, affirmant que la cargaison de 55 000 tonnes avait été illégalement extraite et exportée du Sahara Occidental par le gouvernement marocain.

Le 15 juin, un grand panel de trois juges de la Haute Cour à Port Elizabeth a confirmé l'acceptabilité de l'ordonnance du 1er mai 2017 et a décidé que l'affaire devait être jugée.[64] Le problème juridique central était la question des droits sur la cargaison : qui en est propriétaire, l'importateur néo-zélandais peut-il l'avoir légalement acquise après avoir été averti pendant des années par les autorités sahraouies ?

OCP SA, la compagnie nationale de phosphate du Maroc, a racheté la marchandise à la compagnie importatrice, Ballance Agri-Nutrients, agissant ainsi comme propriétaire dans les procédures judiciaires. En juillet suivant, cependant, OCP SA décidait de laisser tomber son droit sur la cargaison, accusant le tribunal sud-africain de rendre « un avis politique transparent » et de commettre « un grave abus de pouvoir », et ainsi de saboter le « processus de résolution de l'ONU ».[65]

Le 23 février 2018, la Haute Cour confirmait que la RASD était propriétaire de la totalité de la cargaison du *NM Cherry Blossom*. Ni OCP SA ni Phosphates de Boucraa SA n'en ont jamais été légalement propriétaires et n'avaient le droit de vendre le minerai de phosphate à Ballance Agri-Nutrients.[66]

C'est le premier cas de ce genre concernant le pillage des ressources du territoire.[67] Il illustre l'augmentation du risque juridique et financier pour les entreprises participant au pillage illégal du Sahara Occidental. Ce risque est exacerbé depuis le jugement de la Cour de justice de l'UE le 21 décembre 2016 et sa conclusion rappelant que le Sahara Occidental a un statut séparé et distinct de tout autre pays au monde, ce qui inclut le Maroc.[68]

La valeur du fret du *NM Cherry Blossom* était d'environ 5 millions de dollars US. En comparaison, le budget 2020 du UNHCR Algérie, qui gère les aides humanitaires accordées aux camps de réfugiés sahraouis en Algérie, dont les habitants sont les véritables propriétaires du minerai est de 37 millions de dollars US.

En 2017, en attendant que l'affaire soit jugée, l'affréteur s'est plaint au tribunal de la perte financière causée à la compagnie maritime par le délai. D'après les documents judiciaires que WSRW a obtenus, l'entreprise Furness Withy Chartering déclarait que les frais de détention du navire s'élevaient à 10 300 $US par jour.

Le navire a finalement pu repartir en mai 2018, après 370 jours de détention. L'affréteur a perdu environ 3,5 millions de $US.

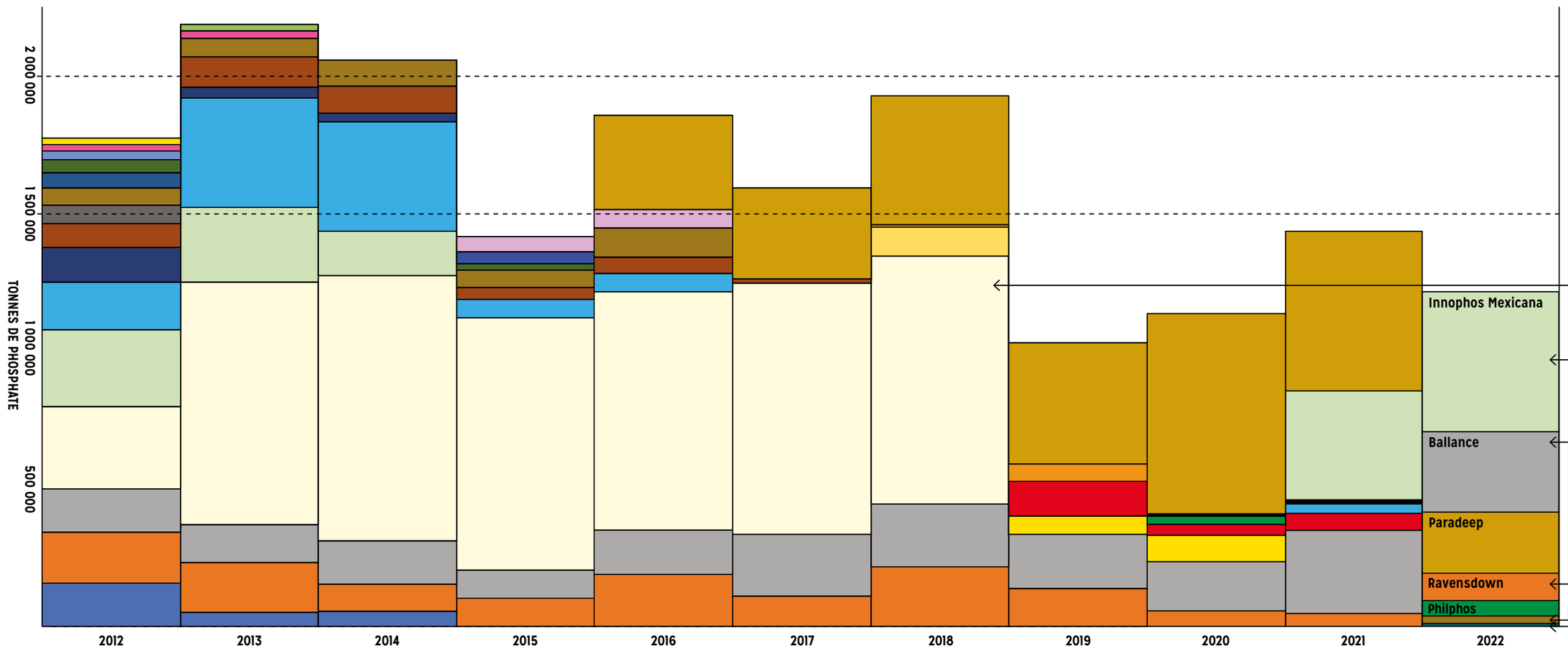
L'importateur néo-zélandais Ballance Agri-Nutrients n'a fait qu'une seule fois l'escale en Afrique du Sud. Tous les navires pour la Nouvelle-Zélande se déplaçaient habituellement vers l'ouest par l'Amérique du Sud et le Pacifique. À la connaissance de WSRW, les navires à destination de la Nouvelle-Zélande n'avaient auparavant jamais emprunté la route Afrique du Sud et Océan Indien. Après les détentions des navires en Afrique du Sud et Panama, aucun navire transportant de telles cargaisons n'a pris ces routes.

# Un changement massif s’est opéré dans la base clients depuis 2011.

# Le nombre d’entreprises importatrices est passé de 15 en 2011 à 7 en 2022.

**Importations par entreprise en pourcentage des exportations totales**

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Innophos Mexicana** | 15.7% | 12.3% | 7.7% | | | | | | | 27.6% | 41.57% |
| **Ballance Agri-Nutrients Ltd.** | 8.9% | 6.4% | 7.6% | 7.3% | 8.7% | 14.0% | 11.8% | 18.6% | 15.8% | 20.6% | 24.12% |
| **Paradeep Phosphates Ltd.** | | | | | 18.5% | 20.7% | 24.3% | 42.4% | 64.0% | 40.0% | 18.34% |
| **Ravensdown Ltd** | 10.4% | 8.2% | 4.9% | 7.1% | 10.1% | 6.9% | 11.2% | 13.3% | 4.9% | 3.9% | 8.20% |
| **Philphos** | | | | | | | | | 2.6% | | 4.63% |
| **Incitec Pivot Ltd.** | 3.4% | 3.2% | 4.6% | 4.5% | 5.7% | | | | | | 2.67% |
| **Inconnu (Israel)** | | | | | | | | | | | 0.45% |
| **Inconnu (Chine)** | | | | | | | | 12.1% | 3.5% | 4.3% | |
| **EuroChem (Lituanie/Estonie)** | 9.8% | 18.3% | 19.4% | 4.8% | 3.7% | | | | | 2.4% | |
| **Inconnu (Japon)** | | | | | | | | 1.0% | 0.6% | 0.9% | |
| **Inconnu (Brésil)** | 1.4% | | | | | | | 6.8% | 8.5% | | |
| **Coromandel Ltd** | | | | | | | 0.5% | 5.7% | | | |
| **Impact Fertilisers Pty. Ltd.** | 1.8% | | | | | | | | | | |
| **ISUSA** | 1.4% | 1.2% | | | | | | | | | |
| **Monomeros S.A.** | 4.7% | 4.9% | 4.8% | 2.9% | 3.1% | 1.1% | | | | | |
| **Nutrien (Agrium/PCS jusqu’à 2018)** | 16.8% | 40.3% | 46.8% | 64.7% | 46.6% | 57.3% | 46.7% | | | | |
| **Sinofert Holdings Ltd** | | | | | | | 5.5% | | | | |
| **Tripoliven, CA** | 7.1% | 1.8% | 1.6% | | | | | | | | |
| **Inconnu (Argentine)** | 3.1% | | | | | | | | | | |
| **Inconnu (Inde)** | 8.8% | 2.3% | 2.6% | | | | | | | | |
| **Inconnu (Lifosa AB?)** | | | | 3.2% | | | | | | | |
| **Inconnu (Point Comfort, USA)** | | 1.1% | | | | | | | | | |
| **Inconnu (Corée du Sud))** | 3.9% | | | | | | | | | | |
| **Inconnu (Ukraine)** | 2.6% | | | 1.8% | | | | | | | |
| **Inconnu (Gouvernement vénézuélien)** | | | | 3.7% | 3.7% | | | | | | |
| **Total des exportations (tonnes)** | 1 775 000 | 2 187 000 | 2 058 400 | 1 415 000 | 1 858 250 | 1 591 840 | 1 928 000 | 1 027 818 | 1 123 036 | 1 417 000 | 1 231 400 |




L’effet de la sortie de Nutrien a été énorme. Avec la fin des achats de Nutrien au 31 décembre 2018, l’OCP a perdu le client qui recevait 50% de tous les achats de phosphate de Bou Craa.

La reprise depuis 2021 des importations mexicaines a remplacé une partie du volume auparavant destiné à l’Amérique du Nord.

La tendance en Nouvelle-Zélande est que l’importateur Ballance reçoit une part de plus en plus importante des cargaisons, tandis que Ravensdown semble réduire lentement sa dépendance vis-à-vis du phosphate du Sahara Occidental.

Incitec Pivot
Inconnu (Israel).

# La prise de contrôle marocaine de la mine de Bou Craa

**Pic P**

Le phosphate est un composant essentiel des engrais desquels dépendent la production et la sécurité alimentaire mondiale. Il existe depuis quelque temps des préoccupations sur cette dépendance de la population mondiale à une réserve limitée de phosphore, et sur ses implications sur la productivité agricole, les prix des aliments et de la nourriture de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement. Le terme « pic phosphore » a rejoint la notion de « pic pétrolier » dans le lexique des pénuries du 21ème siècle. Il n'existe aucun substitut au phosphore dans l'agriculture.

La zone Maroc, augmentée ou non du Sahara Occidental, contrôle les plus grandes réserves de phosphate au monde et fait du Maroc le second plus grand producteur de phosphate au niveau international.[75]

Le besoin mondial croissant en minerai de phosphate et en engrais a été un des facteurs des fluctuations étranges du prix du marché du minerai en 2008. Comme les prix de la demande alimentaire mondiale et de l'alimentation ont augmenté, il y a eu une demande accrue de phosphate.

**1947.** Découverte des réserves de phosphate du Sahara Occidental à 130 Km au sud-est de El Aaiún dans un endroit appelé Bou Craa. La réserve de phosphate est la première source potentielle de revenus miniers pour la puissance coloniale, l'Espagne.[69]

**Juillet 1962**. L'*Empresa Nacional Minera del Sahara* est fondée pour exploiter la mine, détenue par une entreprise du secteur industriel public espagnol.

**Mai 1968**. L'entreprise est rebaptisée Fosfatos de Bucraa, SA, également connu comme Phosboucraa ou Fos Bucraa.

**1972**. L'Espagne commence à exploiter les mines. De nombreux Espagnols sont employés dans les mines, de même que des Sahraouis, la population autochtone du Sahara espagnol, nom sous lequel le territoire est connu à l'époque.

**1975**. La montée de la pression internationale pour décoloniser pousse l'Espagne vers une stratégie de retrait du Sahara espagnol. Une mission de l'ONU envoyée au Sahara espagnol en vue de la prévision d'un référendum prédit que le Sahara Occidental pourrait bien devenir le deuxième exportateur mondial de phosphates, après le Maroc. Le maintien d'une revendication sur les gisements de phosphate était un facteur clé pour la puissance coloniale. Échouant à décoloniser le Sahara Occidental correctement en permettant au peuple du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination, l'Espagne conclut les accords de Madrid. Elle transfère ainsi illégalement l'administration du territoire au Maroc et à la Mauritanie, tout en conservant une part de 35 % des mines de Bou Craa. Aucun État au monde, ni l'ONU, ni le peuple du Sahara Occidental, n'a reconnu le transfert de l'autorité de l'Espagne à ces deux États. La Mauritanie s'est retirée en 1979 et a admis s'être trompée d'avoir revendiqué et occupé le territoire.

Dans le même temps en 1975, retrouvant son autorité après l'échec de deux coups d'État, le roi Hassan II du Maroc ordonne à l'armée marocaine d'envahir le Sahara Occidental. Le Roi a peut-être espéré que cela donnerait au Maroc un meilleur levier pour déterminer les prix mondiaux du phosphate, comme l'OPEP sur le prix du pétrole.[70]

**1er janvier 1976**. Les accords de Madrid entrent en vigueur et après une période de transition de 16 mois, l'OCP prend en charge la gestion des mines.[71]

**2002**. L'Espagne vend sa part de 35% de Bou Craa.

**2014**. L'OCP introduit à la Bourse irlandaise une première souscription d'obligations pour 1,55 milliard de $US.[72] Il y déposera un an plus tard un prospectus pour un placement similaire.[73]

**2020.** En novembre, le Maroc viole l'accord de cessez-le-feu négocié par l'ONU en 1991 avec le Front Polisario. Des affrontements armés s'en suivent. Le Polisario déclare la guerre quelques jours plus tard, exhortant « tous les pays du monde et les secteurs public et privé à s'abstenir de toute activité de quelque nature que ce soit dans le territoire sahraoui devenu une zone de guerre ouverte ».[74]

**2023**. Le Maroc continue à exploiter la mine au Sahara Occidental occupé. Les exportations des dernières années ont généré pour le Maroc un revenu annuel situé entre 150 et 655 millions de dollars US, provenant d'une mine qui ne lui appartient pas.



**« Nous avons acheté le navire Golden Keen avec un contrat d'affrètement établi début 2017 et, malheureusement, le Sahara Occidental n'a pas été exclu du contrat d'affrètement. Le navire a été affrété à une tierce partie pour le reste de l'année 2017, et nous n'étions donc pas en mesure d'arrêter les transports depuis le Sahara Occidental sur ce navire en particulier. Dans les nouveaux contrats d'affrètement, nous incluons une exclusion du Sahara Occidental. […] Nous avons également inclus dans notre politique l'exclusion des cargaisons du Sahara Occidental, au-delà des clauses contractuelles types. »**

Global Ocean Management AS en février 2018, à propos d'une cargaison de 79 000 tonnes à destination des USA en août 2017.[76]

**« Étant basés en Asie, nous confessons que nous ne savions rien au sujet du Sahara Occidental. Nous n'avons fait qu'un seul transport… mais maintenant que nous comprenons la question, nous ne feront plus aucun contrat sur du commerce partant de là-bas. »**

Jinhui Shipping à South China Morning Post concernant un transport destiné à la Nouvelle-Zélande, 2008.[77]

**« Nous avons une clause distincte qui exclut tout commerce au Sahara Occidental »**

Seven Seas Carriers, 2015.[78]

**« Une erreur malheureuse »**

Uglands Rederi concernant un transport effectué par une société d'affrètement en 2015.[79]

**« Une situation regrettable »**

Belships ASA concernant un transport de cargaison vers Innophos en 2021.[80]

**« Nous avons exclu le Sahara Occidental en tant que territoire de commerce »**

Spar Shipping le 10 janvier 2019.[81]

# Les compagnies impliquées dans le commerce

Huit entreprises et coopératives ont été impliquées dans les importations de phosphate du Sahara Occidental en 2022.

## 1 O.C.P SA (Maroc / Irlande)

OCP SA est une compagnie nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental. Le travail s'effectue par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A.

Entreprise principalement nationale, il n'est pas possible aux investisseurs étrangers d'acheter des actions OCP.

Toutefois, des obligations OCP sont offertes aux investisseurs marocains via la bourse de Casablanca depuis 2011, et aux investisseurs internationaux par le biais de la Bourse irlandaise depuis 2014. Plusieurs investisseurs institutionnels ont, depuis, exclu l'OCP de leurs portefeuilles pour son implication au Sahara Occidental.

Les affaires de l'OCP à la Bourse irlandaise sont gérées par Barclays, Morgan Stanley et JP Morgan, compagnies multinationales de services financiers basées au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La compagnie a chargé les entreprises SenateSHJ, DLA Piper, KPMG, Covington & Burling, Palacio y Asociados, Edelman et Dechert LLP de plaider la légalité des opérations de l'OCP au Sahara Occidental. Parallèlement aux campagnes de lobby, les entreprises mentionnées émettent également des rapports qui affirment la solidité légale de l'exploitation de Bou Craa en raison du bénéfice prétendu pour le peuple sahraoui. Aucun de ces rapports n'a été mis à la disposition des Sahraouis ou de WSRW.

## 2 INNOPHOS HOLDINGS (USA)

*Le navire Milos (IMO 9472098) à Sagunto, Espagne, le 13 février 2022, une semaine avant son arrivée au Sahara Occidental occupé pour charger environ 55 000 tonnes de minerai de phosphate pour le Mexique.*

Malgré des promesses antérieures, la société américaine Innophos Holdings a en 2021 repris les importations de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers le Mexique. L'entreprise est devenue le premier importateur au cours du second semestre 2021. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'en 2022, lorsque la société a reçu neuf cargaisons, totalisant 512 000 tonnes de minerais de phosphate. Le volume constitue 41,6% de tout le minerai export du Sahara Occidental en 2022.

« Ce phosphate est taché de sang », a déclaré l'ambassadeur du Sahara Occidental au Mexique.[82]

L'entreprise a auparavant été impliquée dans le même commerce de deux manières différentes. D'une part, sa filiale Innophos Mexicana importait directement à Coatzacoalcos jusqu'en 2015. D'autre part, l'entreprise était impliquée dans l'ancien commerce vers les États-Unis, en étant le principal client de l'usine de PotashCorp à Geismar, en Louisiane. Le produit était expédié de PotashCorp à Innophos via un pipeline. L'usine de PotashCorp, qui fournissait du phosphate sahraoui à Innophos, a été fermée fin 2018 par Nutrien, fusion de PotashCorp Inc. et d'Agrium Inc.[83]

De 2010 à 2023, WSRW a envoyé à Innophos huit courriers concernant les achats de l'entreprise, sans recevoir de réponse.[84] Innophos a fait l'objet de multiples désinvestissements. Le conseil éthique du fonds de pension norvégien a élaboré une longue analyse sur la raison éthique de l'exclusion de l'entreprise. Pour la même raison, la société avait également été exclue des portefeuilles du fonds de pension luxembourgeois et de la Danske Bank, parmi d'autres.[85]

En 2018, la société a annoncé retirer son implication dans le commerce des phosphates du Sahara Occidental.

« Dans le cadre de l'engagement d'Innophos en matière de responsabilité sociale globale et de bonne gestion de l'entreprise, Innophos ne participera plus indirectement à une chaîne d'approvisionnement en matières premières qui origine son minerai de phosphate de la région du Sahara Occidental en Afrique, région dans laquelle la société n'a pas acheté directement de matières premières depuis plus de trois ans », a publié Innophos Holdings dans un communiqué de presse.[86]

# 3 BALLANCE AGRI-NUTRIENTS LTD (Nouvelle-Zélande)

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et des produits dérivés en Nouvelle-Zélande. Ballance Agri-Nutrients a deux usines de transformation du phosphate à Mount Maunganui et Awarua en Nouvelle-Zélande. C'est une coopérative détenue par des agriculteurs, et non inscrite en bourse.[87] Les usines Ballance utilisent le minerai du Sahara Occidental depuis les années 1980. La société a, en 1999, signé avec l'OCP un contrat d'approvisionnement à long terme.[88] Ballance affirme que ses « cadres et administrateurs visitent régulièrement le Sahara Occidental ».[89]

Au cours de 2022, Ballance a reçu cinq cargaisons de minerai de phosphate extrait illégalement du Sahara Occidental occupé. Les cargaisons sont d'un volume total estimé de 297 000 tonnes, pour une valeur d'environ 158 millions de $US. Le volume d'importation de 2022 est approximativement le même qu'en 2021, le plus important jamais enregistré pour cette entreprise depuis que WSRW a commencé la surveillance quotidienne en 2012. Les importations de Ballance ont alors oscillé entre 104 000 et 215 500 tonnes.

WSRW a contacté Ballance annuellement depuis 2015, mais n'a jamais reçu de réponse à ses questions. En 2014, Ballance avait écrit à WSRW que « les Nations Unies n'interdisent pas le commerce des ressources du Sahara Occidental. Ce commerce ne contrevient pas non plus à un avis juridique des Nations Unies ».[90]

La compagnie a cependant fait une brève déclaration sur son site Web pour expliquer ses importations en provenance du Sahara Occidental. Ballance y compare le Sahara Occidental à la petite île de Tokelau. Un parallèle incorrect, car si Tokelau est en effet répertorié par l'ONU comme un territoire non

*Le vraquier Oceanmaster dans le port de Napier, en Nouvelle-Zélande, en août 2021, lors de sa mission de déchargement d'environ 55 000 tonnes de minerai de phosphate pour le client de l'OCP, Ballance Agri-Nutrients.*

autonome, son peuple a jusqu'à présent voté deux fois en faveur de son administration par la Nouvelle-Zélande. Ballance déclare en outre qu'elle opère selon des « attentes de l'ONU », non spécifiées, et qu'elle est donc convaincue qu'elle s'approvisionne légalement et éthiquement au Sahara Occidental.[91] WSRW a écrit à Ballance en février 2023 pour demander des éclaircissements sur ces attentes de l'ONU, et n'a pas reçu de réponse.[92]

# 4 PARADEEP PHOSPHATES LTD (Inde / Maroc)

Paradeep Phosphates Limited (PPL) produit, commercialise et distribue des engrais et des sous-produits à base de phosphate à usage agricole.[93] La société a été créée en 1981 et depuis 1993, elle appartient uniquement au gouvernement indien. En 2002, 74% des actions ont été rachetées par Zuari Maroc. Phosphates Pvt Ltd, une joint-venture 50-50 de Zuari Agro-Chemicals Ltd (filiale du groupe indien Adventz) et Maroc Phosphore SA - une filiale en propriété exclusive de l'OCP. Aujourd'hui, PPL opère en tant que filiale de Zuari Maroc Phosphates, qui détient 80,45% de participation, tandis que le gouvernement indien détient les 19,55% restants.[94] En d'autres termes, PPL appartient au gouvernement du Maroc, à un conglomérat privé indien (groupe Adventz) et au gouvernement indien. En 2021, cependant, le Securities & Exchange Board indien a approuvé les projets de Paradeep visant à éponger les fonds par le biais d'une offre publique initiale par laquelle Zuari Maroc Phosphates et le gouvernement indien offriraient des actions. [95]

PPL a son siège social à Bhubaneswar, en Inde, et reçoit le minerai de phosphate dans la ville portuaire de Paradip, à environ 120 kilomètres à l'est.[96]

Selon les recherches de WSRW, PPL a reçu 4 cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé en 2022. Cela ne représente que 39 % du volume importé l'année précédente. L'importation de 2022 est estimée à 120,25 millions USD.

Un prospectus déposé par PPL en 2021, indique que la société a conclu un accord d'approvisionnement à long terme avec OCP le 1er janvier 2021 pour l'achat de ce que l'entreprise appelle « notre matière première la plus importante en valeur, le minerai de phosphate ». L'accord a une durée de trois ans, expirant le 31 décembre 2023, prolongeable par tacite reconduction pour des périodes successives de deux ans. Dans le cadre de l'accord, PPL est obligé d'acheter une quantité minimale de 0,8 million à 1,5 million de tonnes par année contractuelle. À noter que PPL importe également des mines gérées par l'OCP au Maroc. [97]

Le Prospectus précise également que le prix par tonne est calculé selon une formule incluse dans l'accord et soumis à un prix plancher. L'OCP accorde à PPL une certaine remise sur la valeur totale de la quantité achetée annuellement, si PPL achète tout le minerai requise exclusivement de l'OCP au cours de cette année contractuelle.

2022 est la septième année d'importations régulières par PPL, bien que l'entreprise ait importé auparavant du Sahara Occidental occupé. WSRW avait suivi une importation PPL venant de Phosboucraa au cours de l'exercice 2011-2012.[98] Aucun des courriers envoyés par WSRW à PPL depuis 2015 n'a reçu de réponse.[99]

*Le vraquier Magia (OMI 9710036) à Valence, en Espagne, en janvier 2022, peu de temps avant de se rendre au Sahara Occidental occupé, où il a chargé 55 550 tonnes de minerai de phosphate pour son client Paradip en Inde. Le navire est exploité par Reederei Zurich AG, Suisse.*



# 5 RAVENSDOWN LTD (Nouvelle-Zélande)

*Le vraquier Sea Breeze (IMO 9869710) dans le port de Dunedin, Nouvelle-Zélande, en juillet 2022. Le navire aurait transporté environ 39 000 tonnes de minerai. Au cours de l'année civile 2022, Ravensdown a reçu deux cargaisons du territoire occupé, soit le double des années 2020-2021. Le Sea Breeze est exploité par Roth Reederei GmbH & Co KG de Hambourg, en Allemagne.*

Ravensdown Fertiliser Co-operative Limited est un producteur d'engrais pour l'agriculture qui fonctionne en coopérative d'agriculteurs et n'est coté dans aucune bourse. La coopérative importe habituellement vers ses usines de Christchurch, Napier et Dunedin, en Nouvelle-Zélande.

WSRW a suivi deux cargaisons destinée à Ravensdown en 2022, estimée à 101 000 tonnes pour une valeur nette d'environ 53,76 millions de dollars US. Les importations en 2022 ont repris au niveau des années 2012-2018 pendant lesquelles le volume était de l'ordre de 100 000 à 215 000 tonnes. Le dernier contact de l'entreprise par WSRW date du 14 février 2023.[100]

La société a déclaré à WSRW être « consciente que la situation politique internationale concernant le statut du Sahara Occidental nécessite une résolution au niveau international. Les obligations pertinentes en vertu du droit international et en ce qui concerne les processus des Nations Unies sont complexes et contestées et nous pensons que toutes vos questions doivent être adressées de manière plus appropriée au ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce. »[101]

Dans son rapport intégré 2020, Ravensdow a publié à propos des importations en provenance du Sahara Occidental que « pour gérer les risques d'approvisionnement, nous avons continué à explorer des sources supplémentaires de minerai de phosphate » et ajouté qu'il testait plusieurs types de minerai différentes.[102] WSRW a demandé à l'entreprise si son objectif était d'avoir des sources d'approvisionnement de secours ou si elle envisageait de remplacer les importations du Sahara Occidental, comme conseillé par le gouvernement néo-zélandais, mais n'a pas reçu de réponse. Une déclaration de la compagnie en juin 2021 précise que les essais ont jusqu'à présent échoué. [103]

La position de la société sur les importations du Sahara Occidental semble cependant inchangée.

L'entreprise continue de se référer à un cadre de travail des Nations Unies – non identifié - « dans des territoires comme ceux-ci », qui énoncerait que « les opérations doivent promouvoir le progrès économique et fournir des bénéfices directs et indirects aux habitants du territoire et au territoire lui-même. Les conditions de travail doivent être non discriminatoires. Les opérations doivent être menées de manière rationnelle et durable pour garantir un accès à long terme aux ressources. »[104]

WSRW ne connaît qu'un seul cadre des Nations Unies qui s'applique spécifiquement à l'exploitation des ressources minérales du Sahara Occidental, et c'est l'avis juridique des Nations Unies de 2002.[105] Cet avis conclut clairement que toute exploitation des ressources du territoire doit pour être légale se faire conformément aux souhaits et intérêts du peuple du Sahara Occidental. L'élément souhait - le corollaire du droit à l'autodétermination - a été traduit par différents organes conventionnels des Nations Unies et la Cour de justice de l'UE par la nécessité d'un consentement. C'est cet élément clé que Ravensdown continue d'ignorer et éviter.

Dans son rapport intégré 2022, Ravensdown indique être en train d'adopter les Principes directeurs de l'ONU dans les filières agricoles, et c'est dans ce cadre que la coopérative déclare être « consciente qu'au regard des UNGP nous sommes directement liés aux question non résolue de l'autodétermination au Sahara Occidental. Cette question sous-tend fondamentalement toute réflexion sur le respect des droits de l'homme au Sahara Occidental ». Ravensdown fait également référence à une évaluation entreprise sur « l'approvisionnement en minerai de phosphate de la mine OCP de Phosboucraa au Sahara Occidental », et a déclaré qu'une évaluation complète de la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme par un tiers indépendant avait été commandée par « notre industrie ». « L'avis de l'évaluateur indépendant est qu'OCP a démontré qu'il assume clairement la responsabilité d'identifier et de gérer les risques pour les droits de l'homme au sein de son entreprise », affirme Ravensdown.[106] La coopérative n'a pas répondu aux questions de WSRW à ce sujet.

# 6 INCITEC PIVOT LTD (Australie)

Pour la première fois 6 ans après, la société australienne Incitec Pivot Ltd, également appelée IPL, a importé du minerai de phosphate du territoire occupé. Incitec est ainsi la seule société cotée en bourse à l'avoir fait en 2022.

Les importations en Australie sont les premières du genre depuis qu'Incitec a apparemment supprimé ces achats en 2016.

IPL est une multinationale australienne impliquée dans la fabrication, le commerce et la distribution d'engrais. Le secteur engrais de la multinationale comprend Incitec Pivot Fertilisers (IPF), Southern Cross International (SCI) et Fertilizers Elimination (Elim).

Incitec Pivot a précédemment importé du phosphate du Sahara Occidental pendant 30 ans. Depuis 2003 soit la naissance d'Incitec Pivot d'une fusion entre Incitec Fertilizers et Pivot Limited, la compagnie avait importé en continu jusqu'à 2006.

Incitec Pivot a son siège à Melbourne, Victoria en Australie, et est inscrit à l'Australian Securities Exchange. Aujourd'hui, Incitec Pivot est le plus grand fournisseur de fertilisant d'Australie, mais commercialise aussi ses produits à l'étranger, comme en Inde, au Pakistan et en Amérique latine. IPL fabrique un éventail de fertilisants, mais a utilisé le phosphate sahraoui pour ses produits dits superphosphate fabriqués dans ses usines de Geelong et Portland.[107]

La cargaison de 2022 a été transporté à bord du navire Clipper Isadora en septembre.[108] L'entreprise a confirmé aux syndicalistes locaux que le navire était originaire du Sahara Occidental et qu'il contenait 33 000 tonnes de minerai provenant de la mine de Bou Craa.

Incitec Pivot avait en décembre 2017 déclaré à l'Association australienne pour le Sahara Occidental (AWSA) qu'elle n'avait pas effectué d'importations depuis décembre 2016, car elle s'approvisionnait maintenant en phosphate au Togo. WSRW n'a en effet pas suivi de cargaison pour cette entreprise de 2016 à 2022.

WSRW a écrit à IPL en 2019, demandant des éclaircissements sur leur intention d'importer du territoire à l'avenir.[109] Le courrier n'a pas reçu de réponse. WSRW a de nouveau écrit à Incitec Pivot en 2022 et 2023. Toujours sans réponse.

*Le vraquier Clipper Isadora vu alors qu'il transporte du minerai de phosphate à travers le canal de Suez le 16 septembre 2022. Le navire est momentanément à l'ancre, sur sa route vers le sud à travers le canal, en direction de Geelong, en Australie. Le navire contient la première cargaison pour Incitec Pivot et l'Australie expédiée six ans après la dernière. Le navire est chargé à moitié de sa capacité.*



# 7 PHILPHOS (Les Philippines)

WSRW a suivi jusqu'à Isabel, aux Philippines, un navire transportant une cargaison en provenance du Sahara Occidental.

Le 6 mars 2022, à 1h du matin, le navire *San Nicolas* a accosté au port dit « Installation Philphos », quai numéro 1, avec une cargaison d'environ 57 000 tonnes de minerai de phosphate. Il a fallu plus de 2 semaines au navire pour décharger la cargaison. Le même port avait reçu une cargaison le 12 octobre 2020. WSRW n'a pas observé d'autres navires pour Isabel que ces deux là.

Philippine Phosphate Fertilizer Corporation est une société d'engrais basée à Makati, dans la région métropolitaine de Manille, détenue à 30% par le gouvernement de Nauru. Les 70% restants sont entre les mains du magnat des affaires philippin Salvador Zamora II.

WSRW a écrit à Philphos le 12 mars 2021 et le 24 février 2023, et n'a pas reçu de réponse.[110]

# 8 INCONNU EN ISRAËL

Le premier transport jamais enregistré d'une cargaison de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers Israël est arrivé au port d'Ashdod le 29 mars 2022. La cargaison du Keremcan Oba était la plus petite que WSRW ait jamais enregistrée depuis le Sahara Occidental. Elle pourrait avoir été de 5 500 tonnes de minerai de phosphate - seulement 10 % d'une cargaison moyenne expédiée du territoire.

Western Sahara Resource Watch ne sait pas quelle entreprise à Ashdod est à l'origine des importations.

# Les compagnies sous observation

Certaines entreprises ont dans le passé été identifiées comme importatrices. Les compagnies suivantes n'ont pas été impliquées dans le commerce au cours des dernières années, mais WSRW estime qu'il existe un risque qu'elles le reprennent.



# CHINA MOLYBDENUM, et probablement d'autres (Brésil)

Les exportations marocaines de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers une société chinoise au Brésil ne se reproduiront plus, selon la société d'importation chinoise.

En 2021, WSRW a suivi les expéditions de cargaison de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers un complexe industriel à Cubatão, au Brésil.[111] Une flotte de camions a été vue transportant la cargaison à 20 minutes du port, jusqu'à ce qu'ils franchissent les portes de sécurité de la grande zone industrielle.

D'après ce que WSRW a appris de sources à Santos, en fait deux importateurs étaient responsables des cargaisons. L'une des deux sociétés, Copebras, filiale au Brésil de la société China Molybdenum, n'a pas répondu à une sollicitation des médias brésiliens suite à l'information.[112] WSRW a également contacté China Molybdenum plus tôt en 2021, sans réponse.[113] Cependant, les investisseurs de la société ont eu plus de succès.

WSRW a été en contact avec trois des propriétaires de China Molybdenum qui ont tous reçu les mêmes informations du service des relations avec les investisseurs de la société. L'entreprise avait arrêté les achats.

« Nous avons pris contact avec l'entreprise afin d'en savoir plus sur l'incident. Nous avons eu un bon échange avec les dirigeants de l'entreprise. Ils nous ont assuré qu'il s'agissait d'un incident ponctuel, et que c'est un sujet qu'ils suivent de près. La compagnie a précisé qu'elle n'achèterait pas de phosphate, sans avoir effectué une vérification préalable plus poussée », a déclaré Kiran Aziz, analyste principal chez KLP Asset Management en Norvège, à WSRW.

Un autre investisseur chinois en molybdène avait reçu la réponse qu'aucune autre importation n'aurait lieu.

*Le 20 juin 2020, le cargo Lalis D est arrivé à Santos, au Brésil, avec du minerai de phosphate de la mine de Bou Craa. Une flotte de camions a ensuite transporté la cargaison vers la zone industrielle fermée de Cubatão, perdant un peu de minerai en route.*

La société chinoise aurait précisé aux propriétaires que les incidents ne faisaient pas partie d'un accord à long terme.

WSRW a identifié trois expéditions de cargaisons vers le Brésil en 2020 et deux en 2019, d'une quantité totale transportée d'environ 166 600 tonnes. Aucune expédition de phosphate n'a été effectuée du Sahara Occidental vers le Brésil depuis décembre 2020.

D'après ce que WSRW a appris de sources sur le terrain au Brésil en décembre 2020, une autre société - Cesari Fertilizantes (Cefértil), qui fait partie de Grupo Cesari - était également impliquée dans les importations de minerai du territoire. Cette société a nié son implication aux médias brésiliens.

Le groupe brésilien Cesari, propriétaire de Cefértil, a répondu que Cefértil n'utilise pas de phosphate sahraoui pour ses préparations. « En plus de cela, nos contrats d'industrialisation et de stockage contiennent des clauses spécifiques dans lesquelles le client est responsable de l'origine du produit », a expliqué la société. La grande zone industrielle de Grupo Cesari à Cubatão offre des installations de stockage à plusieurs entreprises, y compris des entreprises qui ne font pas partie du portefeuille de Cesari. L'une de ces sociétés est Mosaic Fertilizantes, la filiale brésilienne de Mosaic Company, le plus grand producteur d'engrais à base de phosphate des États-Unis. En 2015, Mosaic a informé qu'elle n'importerait plus de phosphate du Sahara Occidental. Cette position a également été confirmée à WSRW en 2019.

# EUROCHEM GROUP
# (Estonie / Suisse / Russie)

*Western Sahara Resource Watch était présent lorsque le cargo Nazenin a déchargé du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental occupé dans le port estonien de Sillamäe le 18 octobre 2021.*

Une cargaison de minerai de phosphate transportée vers l'Estonie en octobre 2021 était la première importation en Europe depuis cinq ans et c'est la première exportation connue jamais enregistrée de minerais du Sahara Occidental vers l'Estonie

La compagnie responsable, EuroChem Group, est une société russe dont le siège est à Zoug, en Suisse, avec des installations de productions dans plusieurs pays du monde. La filiale en Lituanie - Lifosa - importait depuis le Sahara Occidental pendant des décennies, jusqu'à l'arrêt du commerce en 2016.

EuroChem avait alors écrit à WSRW que « l'augmentation de l'autosuffisance du groupe en minerai phosphaté a été une priorité pour des considérations à la fois stratégiques et sociales » et que « il pourrait intéresser Western Sahara Resource Watch que [...] le Groupe n'a pas l'intention d'acheter du minerai de phosphate du Sahara Occidental en 2016 ni à aucun moment dans un avenir prévisible ».[114]

Cependant, la nouvelle cargaison contredit cette affirmation.

En 2020, EuroChem a ouvert son tout nouveau terminal portuaire – d'un coût de 70 millions d'euros - à Sillamäe, en Estonie. WSRW a contacté EuroChem à trois reprises concernant l'importation unique en Estonie, mais n'a pas reçu de réponse.[115]

WSRW a observé que le phosphate était chargé dans des camions en attente, qui faisaient la navette entre le navire et l'installation d'EuroChem. Le site d'information estonien Delfi a également publié sur les importations.[116]

Lors d'une conversation téléphonique avec des médias estoniens, un employé local d'EuroChem a confirmé que la cargaison transportée par le Nazenin était arrivée à EuroChem. Cependant, la compagnie a ignoré les autres questions du journaliste, bien qu'elle ait promis d'y répondre.

EuroChem possède non seulement une usine d'engrais à l'intérieur même du port de Sillamäe, mais dispose également de services logistiques par rail ou par camion vers l'Europe et la Russie.

L'ancien commerce d'EuroChem avec la Lituanie s'est fait via sa filiale Lifosa AB, qui est devenue une filiale d'EuroChem en 2002.

WSRW est en dialogue avec Lifosa et EuroChem Group depuis 2010. Mais la réticence initiale de l'entreprise à répondre de manière approfondie aux questions de WSRW a entraîné le retrait de Lifosa en 2011 de la liste des entreprises adhérant au Pacte mondial des Nations Unies.

L'entreprise a déclaré en mars 2014 qu'elle cherchait à mettre en place des moyens de diversification des achats externes. En 2013–2014, le commerce vers la Lituanie était d'environ 400 000 tonnes par an.

WSRW n'a observé aucune expédition de cargaisons vers Lifosa depuis octobre 2016. WSRW a écrit à EuroChem le 3 décembre 2019 pour demander la confirmation que l'entreprise a maintenant arrêté toutes les nouvelles importations en provenance du Sahara Occidental.[117] La société a répondu qu'elle n'avait « pas l'intention » d'acheter à nouveau au Sahara Occidental.[118]



# IMPORTATEUR AU JAPON – ÉVENTUELLEMENT ITOCHU CORP

En 2021, pour la troisième année consécutive, un très petit vraquier a entrepris le long voyage du port de phosphate d'El Aaiún jusqu'à Moji, au Japon.

WSRW a des raisons de considérer Itochu Corp comme responsable des importations. Itochu Corp est considérée comme un « sogo shosha » de premier plan, une entreprise japonaise qui commercialise une grande variété de produits et de matériaux, agissant comme intermédiaire et s'engageant souvent aussi dans la logistique, le développement d'usines et l'exploitation internationale des ressources. WSRW et Friends of Western Sahara Japan ont envoyé un courrier à l'entreprise le 23 février 2022, sans réponse à ce jour.[119]

# NUTRIEN / SINOFERT
# (Chine/Canada)

Le 28 novembre 2018, la société chinoise Sinofert Holdings Limited, a importé dans le port chinois de Lianyungang une cargaison du Sahara Occidental. Sinofert Holdings Limited, le plus grand producteur et distributeur d'engrais en Chine. Voir dans P pour Pillage 2019. Le groupe chinois Sinochem, propriété du gouvernement chinois, détient une participation de 53% dans Sinofert, tandis que la compagnie canadienne Nutrien Ltd en détient 22%, le reste étant coté à la Bourse de Hong Kong.[120]

WSRW a écrit à Sinofert et Nutrien en janvier 2019 concernant les importations chinoises. Aucune réponse n'a été reçue.[121]

Début 2018, Nutrien naît de la fusion d'Agrium Inc et de PotashCorp, ces deux dernières sociétés étant les principaux importateurs de minerai de phosphate du Sahara Occidental. Fin 2018, Nutrien met fin à ses importations, après des années d'interpellations des actionnaires des deux compagnies.[122] De 2013 à 2018, Nutrien a acheté environ la moitié de tout le minerai de phosphate extrait de Bou Craa. Nutrien et ses anciennes compagnies ont perdu un certain nombre d'actionnaires dans cette affaire, notamment le fonds de pension du gouvernement norvégien, qui a cédé ses actions Nutrien pour une valeur de 190 millions $US.[123]

# LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA
# (Colombie / Venezuela)

Le gouvernement vénézuélien a traditionnellement été impliqué dans le commerce du phosphate sahraoui par le biais d'importations vers des filiales en Colombie (Monomeros) et au Venezuela. Les compagnies apparentées ont importé depuis le territoire occupé pendant des décennies.

Depuis mai 2017, quand des cargaisons de phosphate sahraoui ont été retenues en Afrique du Sud et au Panama, aucun transport n'a été observé vers la Colombie et le Venezuela. La société colombienne Monomeros Colombo Venezolanos S.A. est une société pétrochimique filiale à part entière de la compagnie pétrochimique nationale vénézuélienne Pequiven (Petroquímica de Venezuela SA). L'entreprise importait à Barranquilla. La dernière importation prouvée pour Monomeros était une unique cargaison au cours de l'année civile 2017, totalisant environ 17 000 tonnes. Les importations avaient alors fortement diminué : en 2016, Monomeros a importé 58 000 tonnes.

WSRW a questionné à plusieurs reprises Monomeros et sa société mère Pequiven, ainsi que le gouvernement vénézuélien. Aucun d'eux n'a jamais répondu. L'importateur vénézuélien Tripoliven a, en 2013, nié avoir importé du Sahara Occidental, ce qui s'est avéré plus tard être un mensonge.[124]

Pour plus d'informations sur les importations à Puerto Cabello, Venezuela, veuillez consulter P pour Pillage 2016.[125]

# LES IMPORTATEURS INDIENS

Le 6 mars 2019, un navire transportant 59 600 tonnes de phosphate du Sahara Occidental a quitté El Aaiún. Il était arrivé au port de Visakhapatnam, en Inde, le 3 avril. WSRW estimait que l'importateur pouvait être Coromandel International Ltd, société qui avait importé une cargaison à Visakhapatnam un an plus tôt. La société est inscrite à la bourse nationale de l'Inde et compte plusieurs grands investisseurs internationaux parmi ses propriétaires. WSRW a envoyé des courriers à Coromandel en janvier 2019 et février 2020 pour lui demander s'il avait respecté l'exigence légale d'obtenir le consentement préalable des représentants du territoire pour un tel commerce, et s'il s'agissait d'une importation isolée.[126] Sans réponse. Aucune cargaison n'a été observée pour Coromandel depuis 2019.

Antérieurement en mars 2014, une cargaison avait été transportée vers le port de Tuticorin, où l'importateur devait être une autre entreprise. Les informations à ce propos sont dans P pour Pillage 2014.

# Les compagnies désengagées

Certaines entreprises ont été auparavant identifiées comme importatrices. Elles n'ont plus été impliquées dans le commerce depuis 2012 et WSRW considère très faible le risque qu'elles recommencent.



# Impact Fertilisers Pty Ltd (Australie / Suisse)

L'importateur australien de phosphate Impact Fertilisers a importé du phosphate du Sahara Occidental, au moins de 2002 à 2012. L'entreprise a importé le minerai à Hobart, en Tasmanie. En 2010, Impact Fertilisers a été intégré à Ameropa, une société privée suisse de commerce d'engrais. Les groupes de solidarité au Sahara Occidental d'Australie et de Suisse ont travaillé à pointer du doigt l'implication de l'entreprise pendant de nombreuses années.

En 2013, Impact Fertilisers a annoncé qu'elle avait arrêté les importations en provenance du Sahara Occidental.[127] WSRW n'a pas observé de cargaison pour Impact Fertilisers depuis août 2012.

*Impact Fertilisers en Tasmanie n'a pas importé depuis l'arrivée de l'Alycia au port d'Hobart le 7 août 2012.*

# Nidera Uruguaya S.A. (Uruguay / Pays-Bas)

La société uruguayenne Nidera Uruguaya S.A. filiale de la compagnie commerciale néerlandaise Nidera NV a reçu un navire contenant du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental en 2009.

Dans un courrier du 21 juin 2010, WSRW a interrogé Nidera Uruguaya à propos des informations recueillies sur le navire de 2009.[128] Comme aucune réponse n'arrivait, de nouvelles lettres ont été envoyées à la société parente aux Pays-Bas en octobre 2011. L'issue de la correspondance qui a suivi avec Nidera a été une déclaration de l'entreprise soulignant que « si notre filiale en Uruguay a de nouveau besoin d'importer du minerai de phosphate à l'avenir, le sujet qui est maintenant porté à notre attention est quelque chose que nous allons absolument prendre en considération ». La compagnie a en même temps déclaré que sa filiale en Uruguay n'avait pas reçu de minerai de phosphate du Sahara Occidental au cours des années 2007, 2008, 2010 et 2011.[129]

# Yara International ASA (Norvège)

*Les dernières importations de Yara ont eu lieu en 2008, sur ce navire. Ici, le African Wildcat est sur le point d'accoster à Herøya, en Norvège afin de décharger.*

Yara est le premier fournisseur mondial d'engrais minéraux. Il était un grand importateur de phosphate du Sahara Occidental dans le passé, mais a décidé de cesser ses achats. Le motif principal de cette décision d'arrêt d'approvisionnement au Sahara Occidental est que le gouvernement norvégien incite les entreprises norvégiennes à ne pas commercer avec les produits du Sahara Occidental, en raison de préoccupations de droit international. La compagnie a aujourd'hui une politique d'importation ou de commerce de phosphate provenant uniquement du Maroc et non des mines de Bou Craa.

« Nous espérons que le pays sera libéré, et que la population profitera ensuite du fait que nous recevrons rapidement son phosphate », a affirmé Bente Slaatten, responsable en chef de la communication.[130]

# Mosaic Co (USA)

Mosaic Company est basée dans le Minnesota, États-Unis, et cotée à la Bourse de New York. WSRW a compté 15 cargaisons venant du Sahara Occidental occupé pour Tampa, en Floride, États-Unis, durant la période 2001-2009. Tampa abrite le siège de l'exploitation de phosphate de Mosaic ainsi que de nombreuses installations de production de phosphate de l'entreprise.

Le 25 août 2010, Mosaic a informé WSRW qu'elle avait reçu son dernier chargement de phosphate du Sahara Occidental le 29 janvier 2009 et ne « pas avoir de projet » d'importer à nouveau depuis le territoire.[131] Mosaic a confirmé à l'investisseur et actionnaire suédois Nordea qu'elle avait interrompu les importations : « Mosaic a maintenant affirmé avoir cessé ses achats de phosphate au Sahara Occidental, ce qui a également été confirmé de manière indépendante. L'entreprise a reconnu les problèmes de droits humains liés à l'importation de phosphate du Sahara Occidental », a écrit Nordea.[132]

# BASF SE (Allemagne / Belgique)

*BASF n'a a priori pas effectué d'importations depuis l'arrivée du vraquier Novigrad le 7 octobre 2008, ici observé en train de décharger du phosphate sahraoui au port de Gand en Belgique.*

BASF a été l'un des principaux importateurs dans les années 1990. La dernière livraison connue a eu lieu en Belgique en 2008.[133] Le centre de durabilité de BASF était persuadé que ces importations ne violaient pas le droit international, mais a confirmé à WSRW qu'il ne devrait pas s'attendre à d'autres importations : « une partie de la demande de phosphate de BASF est couverte par le phosphate marocain délivré par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). L'OCP a été un fournisseur fiable de phosphate provenant des mines du Royaume du Maroc depuis plus de 20 ans. Au printemps 2008, l'OCP nous a contactés en raison d'une pénurie d'approvisionnement de la mine marocaine de laquelle BASF reçoit habituellement le phosphate. L'OCP a offert une commande de remplacement temporaire avec du phosphate de qualité alternative provenant d'une autre mine exploitée par l'OCP dans la région du Sahara Occidental, ce que nous avons accepté. À ce moment, il s'agissait d'une livraison de remplacement isolée provenant de ce territoire et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle soit répétée ».[134]

# Wesfarmers Ltd (Australie)

Wesfarmers Limited est l'une des plus importante compagnie nationale d'Australie, basée à Perth, en Australie occidentale. La compagnie est cotée à la bourse australienne. Sa filiale d'engrais, Wesfarmers CSBP, a été un importateur majeur de phosphate du Sahara Occidental occupé pendant au moins deux décennies. Au plus tôt les importations connues de phosphate sahraoui par CSBP remontent à 1990.

En 2009, l'entreprise a annoncé qu'elle allait « réduire la dépendance de la compagnie au minerai de phosphate du Sahara Occidental ». La compagnie a déclaré qu'elle allait investir dans une nouvelle technologie qui permettrait d'utiliser d'autres sources de phosphate. CSBP a toutefois laissé ouverte la possibilité que les importations se poursuivent, quoique à un degré limité, selon le prix et la disponibilité des sources alternatives.[135] Cette décision faisait suite à une vague de désinvestissements européens pour des préoccupations éthiques concernant le commerce du phosphate du Sahara Occidental occupé. Wesfarmers importait entre 60 et 70% de son phosphate du Sahara Occidental.

**À plusieurs reprises Wesfarmers a depuis montré une volonté de réduire progressivement les importations en provenance du Sahara Occidental, mais ne s'est pas engagé** catégoriquement à arrêter complètement ses importations. Comme les importations semblent avoir cessé de facto, certains investisseurs sont revenus à l'entreprise.

WSRW n'a en effet observé aucun transport de cargaison pour Wesfarmers depuis qu'elle a commencé un suivi quotidien des navires en octobre 2011.

# AUTRES COMPAGNIES

Des compagnies, précédemment inscrites sur la liste d'observation de WSRW, sont passées ensuite sur la liste des entreprises désengagées. La raison en est qu'un long moment s'étant écoulé depuis la dernière cargaison expédiée, nous estimons qu'elles ne sont plus engagées. Ce sont **Petrokemija PLC** de Croatie (dernière cargaison en 2006), **Tata Chemicals** d'Inde (dernière cargaison en 2006), **Zen Noh** du Japon (dernière cargaison en 2006) et **Agropolychim** AD de Bulgarie (dernière cargaison en 2008). Aucune de ces entreprises n'a répondu aux questions de WSRW.

# Les partenaires du Maroc en communication

Pour défendre leurs importations de phosphate du Sahara Occidental, plusieurs entreprises font référence à des avis juridiques de différents cabinets juridiques engagés par l'OCP.

Ces avis juridiques sont systématiquement utilisés par les importateurs internationaux de phosphate vis-à-vis des actionnaires pour légitimer leurs importations. Les analyses confidentielles sont dites établir que les populations locales bénéficient du commerce. Cependant, le peuple sur place - les propriétaires du phosphate – n'est lui-même pas autorisé à voir ces avis, et n'est donc pas en capacité d'en évaluer la véracité. Il est ainsi impossible aux Sahraouis d'en interroger les termes de référence, la méthodologie ou les résultats.

Comme les avis doivent conclure que l'exploitation par le Maroc des ressources du peuple sahraoui est légitime, WSRW pense qu'il n'y a pas de raison de les cacher aux Sahraouis.

Cinq cabinets juridiques internationaux de lobbying sont auteurs de ces avis non divulgués.

**Covington & Burling LLP** est un cabinet juridique international qui conseille les multinationales. Il a des bureaux en Europe, aux États-Unis et en Chine. L'OCP est parmi ses clients.

Tant l'importateur belge BASF que l'importateur espagnol FMC Foret se référait à l'avis juridique préparé par Covington & Burling pour l'OCP, mais ne voulait pas divulguer le rapport. BASF avait (en novembre 2008), enjoint WSRW à contacter Covington & Burling pour toute question. WSRW avait essayé de communiquer avec l'entreprise en février 2008, sans recevoir aucune réponse. Contacté par téléphone pour demander un rendez-vous, Covington & Burling a répondu « nous ne collaborerons avec vous sur aucun sujet. Vous n'êtes pas notre client, et selon ce que nous savons, vous n'avez aucun intérêt ni participation dans notre cabinet. »[136]

À noter que Covington & Burling voyage autour du monde pour affirmer éthique ce commerce aux actionnaires qui cherchent à désinvestir des entreprises qui importent du phosphate du Sahara Occidental.[137]

Plus récemment, le cabinet d'avocats **DLA Piper** a fait équipe avec la société **Palacio y Asociados** pour fournir à l'OCP un autre avis juridique justifiant leur commerce. Sur la base des déclarations des entreprises importatrices, ce second avis semble suivre l'analyse de l'avis de Covington & Burling, citant les avantages potentiels sur la « population locale » comme validation à l'exploitation et ensuite au commerce. Dans le cadre du travail sur l'avis juridique, DLA Piper avait également mandaté KPMG, une société de services professionnels, pour étudier les impacts économiques et sociaux des opérations d'OCP, et leur durabilité, « dans la région ».[138]

DLA Piper est un cabinet juridique international qui compte des bureaux dans 30 pays à travers les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe et le Moyen-Orient. Palacio y Asociados est dirigé par l'ancienne ministre espagnole aux Affaires étrangères et ancienne députée européenne Ana Palacio, et possède des bureaux à Madrid, Bruxelles et Washington.

WSRW a contacté les deux entreprises pour leur demander de partager leur avis juridique avec le peuple sahraoui. DLA Piper a répondu qu'il ne pouvait pas partager l'avis « écrit pour le bénéfice de Phosphates de Boucraa SA, et sa holding, l'Office Chérifien des Phosphates SA » en raison du privilège juridique de confidentialité.[139] Ana Palacio, chef de Palacio y Asociados, a répondu pour exprimer son désaccord avec l'analyse de WSRW et s'est également référé à la confidentialité.[140] Ana Palacio siège au conseil consultatif international d'OCP.

En novembre 2015, PotashCorp a nommé le cabinet Dechert LLP et Palacio y Asociados en tant que co-auteurs d'un avis juridique. Dechert LLP est un cabinet juridique international, dont le siège est à Philadelphie, aux États-Unis, avec des bureaux dans 14 pays.

Jusqu'en août 2014, PotashCorp a indiqué DLA Piper en tant que partenaire de Palacio y Asociados. On ne sait pas si l'opinion Dechert-Palacio est différente de l'opinion DLA Piper-Palacio. Le chaînon manquant entre les deux pourrait être Miriam González Durántez, l'épouse du récent vice-Premier ministre britannique Nick Clegg, qui a représenté l'OCP quand elle travaillait à DLA Piper, mais qui aurait emporté le contrat OCP avec elle quand elle a déménagé pour Dechert. L'OCP aurait payé un montant estimé à 1,5 million de $US pour des travaux effectués à la fois par Dechert et DLA Piper.[141]

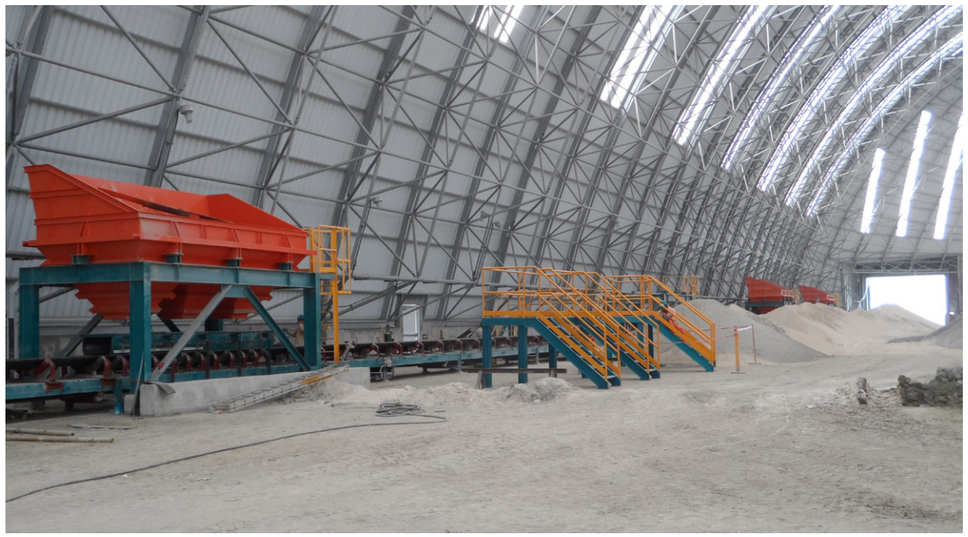
Dechert a répondu à la lettre de WSRW du 8 février 2016, qu'il ne pouvait pas divulguer son avis juridique réalisé pour l'OCP en raison de la clause confidentialité du client.[142]

WSRW a demandé à Dechert et Palacio y Asociados si leur client consentirait à renoncer au privilège, puisque la confidentialité des avis juridiques était déjà abandonnée en rendant leur existence publique. WSRW n'a jamais reçu de réponse.

Depuis 2019, une société de lobbying néo-zélandaise, **SenateSHJ**, a commencé à représenter l'OCP en Nouvelle-Zélande, gérant les relations publiques de l'entreprise marocaine dans le pays. WSRW a écrit à SenateSHJ quatre fois entre 2020 et 2023.[143] Toujours sans réponse.

Le rapport annuel 2022 de Ballance Agri-Nutrients a révélé que l'Association des engrais de Nouvelle-Zélande avait engagé **Tuhana Consulting Ltd** pour effectuer « une évaluation externe » concernant les importations en provenance du Sahara Occidental occupé. Selon Ballance, cette évaluation « valide les opérations de notre fournisseur au Sahara Occidental par rapport aux critères des Nations Unies ».[144] WSRW a écrit à Tuhana le 16 février 2023, s'enquérant de la portée, des termes et du contenu de l'évaluation, des « critères de l'ONU » mentionnés, et comment/si Tuhana liait cela au statut et au cadre juridique relatif au Sahara Occidental. Tuhana a répondu d'une seule phrase vague que « le travail avec nos clients est en cours et nous serons en contact avec les parties prenantes en temps voulu ».

L'OCP n'a toujours pas répondu aux demandes des Sahraouis que soient partagés les rapports en question.



*Ces images sont prises à l'intérieur de l'installation de stockage d'Innophos, la société américano-mexicaine qui a repris ses importations en 2021. Les images montrent un tas de minerai de phosphate du territoire occupé.*

# Le Maroc pousse pour davantage de poison dans la terre de l'UE

Au printemps 2019, le Parlement et le Conseil Européens ont adopté un règlement limitant la quantité de contaminants tel le cadmium contenu dans les engrais. L'objectif est de limiter l'exposition de la population de l'UE à ce métal lourd en raison de ses effets néfastes sur la santé, notamment cause de cancer. Les engrais phosphatés sont responsables de 60% des dépôts actuels de cadmium dans les cultures et les sols au sein de l'UE, comme le montre une étude de février 2017 du département thématique du Parlement Européen.

Le règlement limite désormais le niveau de cadmium à 60 mg/kg. À partir du 16 juillet 2022, la vente d'engrais à base de phosphate contenant plus de 60 mg de cadmium par kg de P2O5 sera interdite dans toute l'UE. Un nouveau resserrement des restrictions sur le cadmium sera envisagé en juillet 2026.[145] Les États peuvent appliquer des limitations plus strictes, ce qui est déjà le cas dans des pays comme l'Allemagne, la Finlande, le Danemark, la République tchèque, la Hongrie, les Pays-Bas, la Suède et la Slovaquie.[146]

La proposition initiale de la Commission européenne était plus stricte : 60 mg/kg de phosphate à la date de la demande d'accord, 40 mg/kg trois ans après et 20 mg/kg après 12 autres années. Cette proposition a été acceptée par le Parlement Européen, mais avec un calendrier ajusté (à 40 mg/kg six ans après la date d'application, et 20 mg / kg en 16 ans).

Mais des États membres comme l'Espagne, l'Italie, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni se sont opposés à toute limite inférieure à 60 mg/kg, tandis que l'industrie des engrais s'est montrée farouchement opposée à toute limitation. Un contre-lobby féroce est également venu du Maroc.

Le minerai de phosphate géré par l'OCP – y compris celui du Sahara Occidental – contiendrait en moyenne entre 29,5 et 72,7 mg de Cd/kg.[147] Le Département des politiques du PE donne une image encore plus sombre, citant des niveaux de 38 à 200 mg de Cd/kg.[148]

Étant donné que le projet initial de réglementation aurait entraîné l'annulation de son chiffre de vente, l'OCP a déclenché une intense contre-offensive. L'OCP argumentait qu'il n'y a pas assez de preuve scientifique pour étayer l'idée de la nécessité de limiter les niveaux de cadmium et suggérait même que l'UE augmente le taux de cadmium autorisé à 80 mg/kg, bien plus que la suggestion de la Commission européenne. Le 11 mai 2016, l'OCP envoyait un courrier à la Commission, déclarant n'être pas d'accord avec la proposition. L'OCP a également déploré que « les principaux producteurs d'engrais [...] n'aient pas été consultés ».[149] Ironie quand on sait que l'OCP elle-même refuse de demander le consentement du peuple du Sahara Occidental pour piller le minerai de phosphate du territoire.

L'OCP a utilisé Dechert et l'entreprise de relations publiques **Edelman** pour faire du lobby contre la proposition de l'UE.[150] Edelman a travaillé pour le gouvernement marocain dans le passé, et apparaît dans la masse salariale du Centre maroco-americain de Politique (MACP), comme un agent enregistré du Royaume marocain.[151]

Alors que le règlement final n'entraînerait donc pas une perte totale de marché pour l'OCP, il semble que le minerai de phosphate du Sahara Occidental ne sera plus le bienvenu sur le marché de l'UE. Les chercheurs s'accordent à dire que la teneur en cadmium du minerai phosphaté de Bou Craa est estimée à environ 100 mg/kg.[152]

Les niveaux de cadmium de la mine de Khouribga, au Maroc, sont estimés à environ 46-63 mg/kg, tandis que ceux provenant de Youssoufia, également au Maroc, sont considérés comme supérieurs à 120 mg/kg.



# Recommandations

**Au gouvernement du Maroc :**
- De respecter le droit international et mettre fin immédiatement à la production et aux exportations de phosphate du Sahara Occidental occupé jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit.
- De respecter le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental à travers la coopération avec les Nations Unies à un référendum pour le peuple du territoire.
- De dédommager le peuple sahraoui pour les bénéfices que le Maroc a perçu des ventes de minerai de phosphate provenant du territoire occupé illégalement.

**Aux acheteurs du phosphate de la mine de Bou Craa :**
- D'arrêter tous les achats du phosphate illégalement exploité et exporté du Sahara Occidental occupé.

**Aux gouvernements des pays importateurs :**
- D'affirmer clairement aux entreprises importatrices qu'elles doivent s'abstenir d'importer du Sahara Occidental et les aider à diversifier leurs sources d'approvisionnement.

**Au gouvernement de la Nouvelle-Zélande :**
- D'en évaluer immédiatement le coût et de prendre les mesures nécessaire pour rééquiper les installations de traitement de Ravensdown et Ballance Agri-Nutrients afin de permettre l'utilisation de sources alternatives.

**Aux fournisseurs de la mine de Bou Craa et constructeurs du nouveau port phosphatier :**
- Arrêter immédiatement tous travaux, fournitures et maintenance.

**Aux compagnies maritimes transportant le minerai de phosphate hors du Sahara Occidental :**
- De ne pas transporter des produits hors du Sahara Occidental.
- D'instaurer une clause dans les contrats interdisant l'utilisation de leurs navires pour le transport maritime de marchandises hors du territoire.

**Aux investisseurs :**
- D'interpeller les compagnies citées, et de désinvestir tant que rien n'est fait pour cesser ces importations.

**À Covington & Burling, Dechert, Tuhana, DLA Piper, SenateSHJ, KPMG, Edelman et Palacio y Asociados :**
- De publier tous les rapports rédigés pour l'OCP et ses clients, qui déclarent justifier les activités de l'OCP au Sahara Occidental occupé et l'exportation illégale du phosphate sahraoui.
- De cesser de défendre le pillage du territoire par le Maroc en mettant fin aux contrats dont le but est de légitimer le maintien du pillage.

**À l'Union européenne :**
- D'évaluer le commerce des produits originaires du Sahara Occidental et d'adopter des politiques qui garantissent que ce commerce est conforme à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016 et au devoir des États en droit international de ne pas reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental occupé.
- De développer des recommandations aux entreprises alertant des risques encourus, au niveau juridique et de réputation, à conclure des affaires avec les intérêts marocains sur le territoire.
- De s'assurer que les entreprises européennes respectent les principes établis par l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016, en faisant que les entreprises européennes n'achètent pas de phosphate du Sahara Occidental.

**Aux Nations Unies :**
- De créer un mécanisme d'administration onusien pour surveiller ou au moins gérer les ressources et les revenus émanant des ressources naturelles du Sahara Occidental en attendant l'autodétermination du peuple sahraoui.

*Un tapis roulant de 100 kilomètres de long transporte le phosphate de la mine de Bou Craa jusqu'à la côte. La bande en caoutchouc était entretenue par la société allemande Continental AG, jusqu'à ce que la société quitte le territoire en 2020.*

# Notas

1 CIJ, Avis consultatif, 16 oct 1975, Sahara Occidental, Paragraphe 162, http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=323&p1=3&p2=4&case=61&p3=5&lang=fr

2 Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 1314 (XIII) du 12 décembre 1958, résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962.

3 Bureau Juridique ONU, S/2002/161, Lettre datée du 29 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/2002/161

4 Conseil économique et social des Nations Unies, 22.10.2015, Observations finales sur le quatrième rapport périodique du Maroc, E/C.12/MAR/CO/4*, §6, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2fMAR%2fCO%2f4&Lang=en

5 Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 01.12.2016, Observations finales sur le sixième rapport périodique du Maroc, §10, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/MAR/CO/6&Lang=En

6 WSRW.org, 29.09.2021, La justice stoppe les accords de l'UE au Sahara Occidental occupé, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/la-justice-stoppe-les-accords-de-lue-au-sahara-occidental-occupe

7 OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.91 & 89 à consulter via https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/2015_prospectus_-_ocp_sa.pdf

8 Les prospectus OCP de 2015 et 2018 établissent que la part de Bou Craa dans l'exportation totale de minerai de phosphate de l'OCP est la suivante. En 2012 : 20,1%. En 2013 : 24,4%. En 2014 : 24,1%. En 2015 : 16%. En 2016 : 22%. En 2017 : 14%. Cela correspond à une moyenne de 20,1% au cours de ces 6 années.

9 OCP SA, Note d'Information, Casablanca Stock Exchange, p. 137, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/ocp_note_to_casa_stock_exchange_may_2018.pdf

10 Comparaison entre OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p. 91 (« la valorisation de la couche II… ») avec la Note d'Information de l'OCP SA, 2016, p.109

11 OCP SA, Septembre 2020, Sustainability Report 2019, p.68, https://corpo.ocpgroup.ma/sites/default/files/2020-09/Rapport%202020_EN_.pdf

12 OCP SA, Éléments clés, https://phosboucraa.ma/company/key-figures

13 OCP SA, Rapport annuel 2015, p. 154-159, https://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/2018-11/RA%20OCP%202015%20VUK.pdf

14 OCP SA, Prospectus – 20 avril 2015, p.33

15 WSRW.org, 25.11.2014, Le Maroc admet utiliser les ressources sahraouies à des fins politiques, https://www.wsrw.org/fr/archive/3072

16 Fonds AP, 30.09.2013, Suède, Les fonds AP excluent quatre entreprises accusées de violation des conventions internationales, http://www.ap2.se/en/news-reports/news/2013/swedish-ap-funds-exclude-four-companies-accused-of-contravening-international-conventions

17 WSRW.org, 01.12.2014, Agrium exclu par des investisseurs pour ses imports du Sahara, https://www.wsrw.org/fr/archive/3088

18 MP Pension, Eksklusionsbeslutning – Groupe OCP, 17 janvier 2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/mppension_17.01.2019_ocp.pdf

19 Fonds de Compensation commun au régime général de pension (FDC), FDC Exclusion List as of 23 November 2018, https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Exclusion_list_20181123.pdf

20 PGB Pensioenfonds, Exclusion List Q1 2016 (Fixed Income), https://www.pensioenfondspgb.nl/nl-nl/Documents/Beleggingen/PGB%20Exclusion%20List%20Q3%202018%20Companies%20(website).pdf

21 Nykredit Realkredit Group, RI Transparency report 2018, p. 133. https://www.nykredit.com/siteassets/samfundsansvar/filer/public_transparency_report_nykredit-realkredit-group_2018.pdf

22 Swedish National AP Funds, Ethical Council, Annual Report 2014, 9 April 2015, http://media.etikradet.se/2015/04/150320-Etikr%C3%A5det-ENG-ver2.pdf

23 Nuschatta Foundation, 09.04.2019, وثائقي بوكراع – documentary Bou Craa, https://youtu.be/gBVDZqEuaNU

24 OCP SA, Prospectus d'avril 2014, p. 80, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/prospectus_ocp_17.04.2014.pdf

25 OCP SA, Prospectus d'avril 2015, ibid p. 93,

26 OCP SA, Prospectus de mai 2018, ibid p.164,

27 ANP, Activité des ports gérés par l'ANP en 2021, https://www.anp.org.ma/fra/CommuniquesPress/Note%20Activit%C3%A9%20portuaire%20-2021.pdf

28 Conseil éthique, Fond de pension du Gouvernement Norvégien, Recommandation 26 septembre 2014, pour l'exclusion de Innophos Holdings Inc., http://www.etikkradet.no/files/2017/02/Recommendation_Innophos_Sept-2014_ENGLISH.pdf

29 WSRW.org, 05.10.2020, Fin des fournitures suédoises pour la mine de Bou Craa, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/fin-des-fournitures-suedoises-pour-la-mine-de-bou-craa

30 Atlas Copco to Business and Human Rights Resource Centre, 09 March 2020, https://media.business-humanrights.org/media/documents/files/documents/Atlas_Copco_Response1.pdf

31 WSRW.org, 11.02.2021, Continental a quitté le Sahara Occidental occupé, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/continental-a-quitte-le-sahara-occidental-occupe

32 OCP SA, Septembre 2020, Sustainability Report 2019, Ibid, p.119.

33 WSRW, 02.11.2016, Electrifier le Pillage, https://www.wsrw.org/fr/archive/3617

34 WSRW.org, 07.12.2018, SiemensGamesa prolonge massivement son contrat éolien, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/siemens-gamesa-prolonge-massivement-son-contrat-eolien

35 WSRW.org, 01.04.2021, Voila les questions auxquelles Siemens ne répondra pas, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/voila-les-questions-auxquelles-siemens-ne-repondra-pas

36 WSRW.org, 07.10.2021, Siemens Gamesa persiste : le Sahara Occidental occupé serait le Maroc, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/siemens-gamesa-persiste-le-sahara-occidental-occupe-serait-le-maroc

37 WSRW.org, 25.02.2022, 10 ans de silence de Siemens, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/10-ans-de-silence-de-siemens

38 L'Economiste, 22.10.2019, Jacobs Engineering SA : L'américain cède ses parts à l'australien Worley, https://www.leconomiste.com/article/1052041-jacobs-engineering-sa-l-americain-cede-ses-parts-l-australien-worley

39 JESA développement de la technopole : laayoune Maroc, https://www.jesagroup.com/projects.html?category=building-and-infrastructure

40 Phosboucraa, développement urbain, https://tinyurl.com/2p98uunc Fondation Phosboucraa, Technopole Foum El Oued, http://www.phosboucraafoundation.org/technopole

41 Courrier de WSRW à Worley, 05.05.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1345/640af25f8477c_20220505WSRW-WorleyLtd.pdf

42 WSRW.org, 07.05.2020 Les camions Caterpillar transportent des minéraux du conflit, https://www.wsrw.org/fr/archive/4710

43 Courrier de WSRW à Caterpillar, 21.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/517/6215f6b1b6359_20220221WSRW-Caterpillar.pdf

44 WSRW.org, 17.03.2021, Thyssenkrupp poursuivra-t-il ses activités au Sahara Occidental ? https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/thyssenkrupp-poursuivra-t-il-ses-activites-au-sahara-occidental

45 Courrier de WSRW à IFM, 09.06.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/490/61e818a97e7e8_WSRW-IFM_09.06.2021.pdf

46 Maroc.ma, 05.02.2016, SM le Roi lance au site de Phosboucraa […], https://www.maroc.ma/fr/activites-royales/sm-le-roi-lance-au-site-de-phosboucraa-le-projet-de-realisation-du-complexe

47 Phosboucraa, 2017-2022 stratégie industrielle, https://www.phosboucraa.ma/en/2017-2022-industrial-strategy-0

48 OCP SA, 21.06.2021, Prospectus préliminaire, https://ocpsiteprodsa.blob.core.windows.net/media/2021-06/OCP-Preliminary Prospectus notes 2031-2051.pdf

49 OCP SA, Septembre 2020, Ibid

50 OCP SA, Prospectus d'avril 2015, p. 91.

51 Phosboucraa Foundation, Technopole Foum El Oued, https://www.phosboucraafoundation.org/technopole_foum

52 WSRW.org, 01.05.2019, Un groupe de construction gréco-néerlandais s'installe à El Aaiun, https://www.wsrw.org/fr/archive/4512

53 wsrw.org, 05.04.2022, Bientôt des exportations d'engrais du Sahara Occidental occupé, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/bientôt-des-exportations-dengrais-du-sahara-occidental-occupe

54 WSRW.org, 30.12.2022, Ibid.

55 WSRW.org, 05.04.2022, ibid

56 WSRW.org, 13.03.2023, Italian company Bedeschi to aid export of conflict minerals, https://www.wsrw.org/en/news/italian-company-bedeschi-to-aid-export-of-conflict-minerals

57 WSRW.org, 07.04.2022, "We cannot control", Swedish company states, https://www.wsrw.org/en/news/we-cannot-control-swedish-company-states

58 Courrier de COWI à Global Aktion, 16.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1364/6410577c455fb_COWI-GlobalAktion_16.02.2023.pdf

59 Courrier de WSRW à A.M.Nomikos, 08.05.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-06-08/2017.05.08_wsrw-a.m.nomikos.pdf

60 Otago Daily Times, 22.03.2010, Firm remembered with name of ship, https://www.odt.co.nz/business/firm-remembered-name-ship

61 WSRW.org, 23.06.2018, Maersk lâche les transports du minerai litigieux du Sahara occupé, https://www.wsrw.org/fr/archive/4193

62 Union maritime de l'Australie, 03.08.2008, déclaration de l'Union maritime australienne - concernant l'expédition de phosphate à bord du «Furness Karumba», http://www.wsrw.org/files/dated/2008-11-27/letter_aus-maritime-union_karumba_20081126.pdf

63 WSRW.org, 23.06.2018, Ibid.

64 WSRW.org, 23.02.2018, SA Court confirms: Morocco has no ownership over Saharawi phosphates, https://www.wsrw.org/en/a105x4098

65 OCP Group, 13.07.2017, OCP Group refuses to participate in South Africa Trial that undermines UN Resolution Process & International Law, https://tinyurl.com/2rd3asy3

66 WSRW.org, 23.02.2018, Ibid.

67 Pour en savoir plus sur l'arrestation, lire "Plunder intercepted – The legal case to seize globally traded phosphate from occupied Western Sahara" par J. Smith dans "Profit over Peace", 2018, E. Hagen, M. Pfeifer (eds), Sternberg Press.

68 Cour de Justice de l'Union Européenne, Jugement de la cour (Grande Chambre), 21 décembre 2016, Cas C-104/16 P, Conseil de l'Union Europpéenne contre Front Polisario, disponible sur : www.curia.europa.eu

69 Shelley, T. (2004), Endgame in the Western Sahara.

70 Hodges, T. (1983), Western Sahara, The Roots of a Desert War.

71 France Libertés, janvier 2003, Rapport : Mission Internationale d'Investigation au Sahara Occidental.

72 OCP SA, 08.05.2014, Emission obligataire inaugurale d'OCP d'un montant de 1,85 milliards de dollars US en deux tranches d'une maturité de 10 ans et 30 ans, https://tinyurl.com/3nfs39zv

73 Business Wire, 15.04.2015, l'OCP a émis une offre de 1 milliard de $US d'une maturité de 10,5 ans avec un coupon de 4,5%, http://www.businesswire.com/news/home/20150415006850/en/OCP-Successfully-Prices-1-Billion-Offering-10.5

74 WSRW.org, 19.11.2020, Le gouv. sahraoui : aucune activité au Sahara Occidental en guerre, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/le-gouv-sahraoui-aucune-activite-au-sahara-occidental-en-guerre

75 USGS, 2019, résumé des produits minéraux 2019, https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/phosphate_rock/mcs-2019-phosp.pdf.

76 WSRW.org, 28.02.2018, La compagnie maritime des Bermudes abandonne le Sahara Occidental, https://www.wsrw.org/fr/archive/4126

77 South China Morning Post, 11.05.2008, A line in the sand, http://www.scmp.com/article/637220/line-sand

78 Sysla, 27.07.2015, http://sysla.no/maritim/flere-rederier-har-klausul-mot-handel-ved-vest-sahara

79 Dagens Næringsliv, 13.04.2015, En beklagelig glipp, http://www.dn.no/nyheter/naringsliv/2015/04/13/2157/Shipping/-en-beklagelig-glipp

80 WSRW.org, 11.03.2022, L'armateur norvégien qualifie le transport de « regrettable », https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/larmateur-norvegien-qualifie-le-transport-de-regrettable-

81 WSRW.org, 11.01.2019, Une entreprise de transport abandonne le Sahara Occidental, https://www.wsrw.org/fr/archive/4394

82 Imagen del Golfo, 24.10.2022, México debe cerrar Innophos por recibir fosfato ilegal, https://imagendelgolfo.mx/coatzacoalcos/mexico-debe-cerrar-innophos-por-recibir-fosfato-ilegal/50253115

83 Nutrien, 01.08.2018, Nutrien's 2nd Quarter and 1st Half Results demonstrate Strength in a compressed season, https://www.nutrien.com/investors/news-releases/2018-nutriens-2nd-quarter-and-1st-half-results-demonstrate-strength

84 Courrier de WSRW à Innophos, 14.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1337/6409dae33ef72_20230214WSRW-Innophos.pdf

85 WSRW.org, Norway ethical council recommends exclusion of Innophos, 04.02.2015, http://www.wsrw.org/a240x3138 Fonds de Compensation commun au régime général de pension, FDC Exclusion list https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_finale_20180608.pdf Danske Bank, Excluded Companies, https://danskebank.com/-/media/danske-bank-com/file-cloud/2017/1/excluded-companies

86 WSRW.org, 23.07.2018, Key player quits dirty Western Sahara phosphate game, https://www.wsrw.org/en/archive/4231

87 Mindfull, Ballance Agri-Nutrients case study, http://www.mindfull.nz/case-studies/2015/2/18/ballance

88 Ballance Agri-Nutrients, rapport annuel 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf

89 WSRW.org, 03.07.2008, Ballance Agri-Nutrients into politics, http://www.wsrw.org/a128x773

90 Courrier de Ballance à WSRW, 06.05.2014, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-05-06/ballance-wsrw_06.05.2014.pdf

91 Ballance Agri-Nutrients, Western Sahara, Ibid.

92 Courrier de WSRW à Ballance, 16.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1338/6409db8fb86d2_20230216WSRW-BallanceAgriNutrients.pdf

93 Paradeep Phosphate Limited, About us, http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-about_us

94 Paradeep Phosphates Ltd, Who we are – company profile https://www.paradeepphosphates.com/who_we_are/company_profile

95 The Economic Times, 28.09.2021, Paradeep Phosphates gets Sebi's go-ahead to float IPO, https://economictimes.indiatimes.com/markets/ipos/fpos/paradeep-phosphates-gets-sebis-go-ahead-to-float-ipo/articleshow/86568368.cms

96 Business Maps of India, Paradeep Phosphates Limited (PPL), http://business.mapsofindia.com/national-fertilizers/public/ppl.html

97 Paradeep Phosphate Limited, 12.08.2021, Draft Red Herring Prospectus, p. 147, https://www.icicisecurities.com/Upload/ArticleAttachments/Paradeep%20Phosphates%20Limited_DRHPpdf

98 WSRW, 04.03.2015, Paradeep Phosphates with suspicious purchase in 2011/2012, https://www.wsrw.org/en/archive/3165

99 Courrier de WSRW à Paradeep 24.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1339/6409dc2f14249_20230224WSRW-Paradeep.pdf

100 Courrier de WSRW à Ravensdown, 14.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1340/6409d-ca02edc9_20230214WSRW-Ravensdown.pdf

101 Courrier de Ravensdown à WSRW, 27.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1342/6409e451b2416_Letter-to-Western-Sahara-Resource-Watch-270223.pdf

102 Ravensdown, 2020 Integrated Report, p. 11 and p. 18. https://integratedreporting.ravensdown.co.nz

103 Ravensdown, 25.06.2021, Phosphate sourcing: update on June shipment from PhosBoucraa, https://www.ravensdown.co.nz/services/product-availability/phosphate-sourcing-update-on-june-shipment-from-phosboucraa

104 Ravensdown, Ravensdown's position on Western Sahara, https://www.ravensdown.co.nz/services/product-availability/phosphate-rock-supply

105 Conseil de sécurité de l'ONU, Sercive juridique, Ibid

106 Ravensdown, 2022 rapport intégré, p. 6. https://www.ravensdown.co.nz/media/5985/ravensdown-integrated-report-2022.pdf

107 Incitec Pivot Limited, IPL Sustainability Report 2014, Products and Services, http://www.incitecpivot.com.au/~/media/Files/IPL/Sustainability/Online%20Report/Report%20Sections/Products%20and%20Services/Raw%20Materials.pdf

108 WSRW.org, 23.09.2022, Nouvelle probable cargaison pour Incitec Pivot, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/nouvelle-probable-cargaison-pour-incitec-pivot

109 Courrier de WSRW à Incitec Pivot, 03.12.2019, https://www.wsrw.org/en/archive/4589

110 Courrier de WSRW à Philphos, 24.02.2023, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1341/6409e33338144_20230224WSRW-Philphos.pdf

111 WSRW.org, 09.02.2021, China Molybdenum se tait sur ses possibles importations de minerais de conflit, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/china-molybdenum-se-tait-sur-ses-possibles-importations-de-minerais-de-conflit

112 Brasil de Fato, 04.02.2021, Fertilizers produced in Brazil contain phosphate stolen from Western Sahara, https://www.brasildefato.com.br/2021/02/04/fertilizers-produced-in-brazil-contain-phosphate-stolen-from-western-sahara

113 Courrier de WSRW à CMOC, 19.01.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/79/601ff15d1595d_20210119WSRW-CMOC.pdf

114 Courrier de EuroChem à WSRW, 12.02.2016, https://wsrw.org/files/dated/2016-02-22/2016_02_12_eurochem_wsrw.pdf

115 Courrier de WSRW à EuroChem, 25.10.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/514/6213e5f4ca0b2_WSRW-Eurochem_25.10.2021.jpg

116 Delfi, 01.11.2021, Verine fosforiit Eesti sadamas, https://epl.delfi.ee/artikkel/95010345/verine-fosforiit-eesti-sadamas-polisrahvas-ahvardab-varastatud-rikkuste-tottu-miljardinouetega

117 Courrier de WSRW à EuroChem, 19.12.2019, https://www.wsrw.org/en/a257x4626

118 Courrier de EuroChem à WSRW, 04.02.2020, https://www.wsrw.org/en/a131x4625

119 Courrier de WSRW et Friends of Western Sahara Japan à Itochu Corp, 23.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/523/6215fe6b504cd_20220223WSRW-ItochuCorp.pdf

120 South China Morning Post, 20.07.2018, Sinofert Holdings, https://www.scmp.com/topics/sinofert-holdings

121 Courrier de WSRW à Sinofert, 22.01.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-26/wsrw-sinofert_22.01.2019.pdf

122 SHARE, 02.08.2018, Shareholders applaud end of Nutrien's Western Sahara sourcing, https://share.ca/nutrien_western_sahara/

123 WSRW.org, 28.05.2018, Des investisseurs excluent Nutrien du fait du Sahara Occidental, https://www.wsrw.org/fr/archive/4173

124 WSRW.org, 11.08.2014, Tripoliven fait demi-tour : finalement il importe du Sahara Occidental, https://www.wsrw.org/fr/archive/2948

125 WSRW.org, 08.04.2016, P pour Pillage 2016, https://www.wsrw.org/files/dated/2016-05-10/p_pour_pillage_2016.pdf

126 Courrier de WSRW à Coromandel International Ltd, 04.02.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2020-02-11/20200204-wsrw-coromandel.pdf

127 WSRW.org, 21.10.2013, Impact Fertilizers stoppe les importations de phosphate du Sahara, https://www.wsrw.org/fr/archive/2687

128 Courrier de WSRW à Nidera, 21.06.2010, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/wsrw-nidera_21.06.2010.pdf

129 WSRW.org, 08.04.2012, Aucune importation de Nidera en Uruguay depuis 2009, https://www.wsrw.org/fr/archive/2281

130 Adresseavisen, 05.02.2009, Yara-profitt på okkupasjon, https://www.wsrw.org/en/archive/1067

131 WSRW.org, 26.08.2010, Mosaic n'importe plus de phosphates du Sahara Occidental, https://www.wsrw.org/fr/archive/1573

132 Nordea, Responsible Investment & Governance, Semi-Annual Report 2010, https://www.slideshare.net/NordeaBank/responsible-investment-governance-annual-report2010

133 WSRW.org, 09.10.2008, La Belgique impliquée dans le commerce illégal de phosphate, https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/la-belgique-impliquee-dans-le-commerce-illegal-de-phosphate

134 Courrier de de BASF à WSRW, 10-10-2008 http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/basf_wsrw_30.10.2008.jpg

135 Norwatch, 23.10.2009, Phasing out phosphate imports, https://www.wsrw.org/en/archive/1263

136 WSRW.org, 8-12-2011, Un cabinet juridique américain refuse le dialogue, https://www.wsrw.org/fr/archive/951

137 WSRW.org, 08.12.2011, ibid.

138 PotashCorp, août 2014, minerai de phosphate du Sahara Occidental

139 WSRW.org, 06.03.2015, WSRW correspondence with DLA Piper, https://www.wsrw.org/en/archive/3182

140 WSRW.org, 06.03.2015, WSRW correspondence with Palacio y Asociados, February 2015, https://www.wsrw.org/en/archive/3181

141 Daily Mail, 14.04.2012, Miriam Clegg paid £400 an hour by mining giant accused of trampling on rights of Saharan tribesmen, http://www.dailymail.co.uk/news/article-2129900/Miriam-Clegg-paid-400-hour-mining-giant-accused-trampling-rights-Saharan-tribesmen.html

142 WSRW.org correspondance avec Dechert LLP, 22.02.2016, https://www.wsrw.org/en/archive/3402

143 Courrier de WSRW à SenateSHJ, 02.03.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/556/621f75032b70d_20220302WSRW-SenateSHJ.pdf

144 Ballance Agri-Nutrients, Annual Report 2022, pp. 53-54. https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/1365/64123760cf83d_Ballance-Agri-Nutrients_AnnualReport2022.pdf

145 European Parliament, 26.06.2019, Briefing: EU fertilising products, https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/582010/EPRS_BRI(2016)582010_EN.pdf

146 Arc 2020, 20.11.2018, EU : Provisional Agreement on Cadmium Limit of 60 mg/kg agreed. https://www.arc2020.eu/cadmium-called-out-fertilizer-limits-agreed-at-plenary

147 TelQuel, 10.10.2016, Union européenne : menace sur les phosphates marocains, http://www.telquel.ma/2016/10/10/union-europeenne-menace-les-phosphates-marocains_1517842

148 European Parliament Policy Department, Economic and Scientific Policy, February 2017, Scientific aspects underlying the regulatory framework in the area of fertilizers – state of play and future reforms, http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA(2016)595354_EN.pdf

149 WSRW, 10.03.2017, Le Maroc en faveur des métaux toxiques dans l'agriculture européenne, https://www.wsrw.org/fr/archive/3776

150 Africa Intelligence, 23.03.2017, OCP prepares cadmium offensive in Brussels, https://www.africaintelligence.com/north-africa/2017/03/23/ocp-prepares-cadmium-offensive-in-brussels,108227133-art

151 Voir par exemple MACP, 29-05-2008 https://www.securityinfowatch.com/home/article/10557604/moroccos-antiterrorism-efforts-dismantle-alqaeda-cell-and-earn-us-praise

152 Institute for Environmental Studies, A possible EU wide charge on cadmium in phosphate fertilisers, p. 14. https://ec.europa.eu/environment/enveco/taxation/pdf/cadium.pdf




# Annexe 1 :

# Terminologie

**Affréteur** : l'entreprise qui a conclu un accord avec le gérant ou le propriétaire ou le gestionnaire d'un navire pour l'utilisation de ce navire.

**Port en lourd** (Tpl ou DWT) : le poids (en tonnes) que le navire peut transporter. 90 à 97% de cette capacité est la cargaison réelle. Le reste constitue le combustible de soute, les ravitaillements, l'eau, etc.

**Pavillon** : un navire bat pavillon du pays dans lequel il est enregistré, ce qui n'est souvent pas le pays dans lequel les entreprises dirigeantes ou propriétaires sont basées. De nombreux navires possédés et gérés par des entreprises basées dans des pays occidentaux sont enregistrés dans des pays qui ont un « registre ouvert ». On dit que les navires voguent sous « pavillon de complaisance ». Il n'y a pas de véritable lien entre ces navires et le pavillon du registre. La plupart des navires cités dans ce rapport battent de tels pavillons.

**Opérateur** : la société qui gère le navire, techniquement et/ou commercialement. Le gestionnaire peut être différent du propriétaire, bien que certains propriétaires gèrent leurs propres navires.

**Propriétaire enregistré :** la société qui est au moins propriétaire du navire. Le problème est qu'un navire possède souvent un propriétaire inscrit dont les actifs totaux ne sont que le navire concerné. La société pourrait bien appartenir à une autre société qui possède également un certain nombre d'autres « sociétés à un seul navire ». Cette société peut, à son tour, être la propriété d'une autre entreprise. Le nom et l'adresse de la société qui est la propriétaire enregistrée du navire sont facilement disponibles. Cependant, il est beaucoup plus difficile de connaître les détails du « bénéficiaire effectif », c'est-à-dire la société qui se trouve à la fin d'une chaîne de propriétaires.

**P & I Club :** l'assurance protection et indemnité, plus connue sous le nom d'assurance «P & I», est une forme mutuelle d'assurance maritime organisée par un Club P & I. Un P & I Club offre une couverture pour les risques que les assureurs traditionnels sont réticents à assurer. La couverture typique P & I comprend : les risques éventuels d'un transporteur pour les dommages causés à la cargaison pendant le transport ; les risques de guerre ; les risques de dommages environnementaux tels que les déversements de pétrole et la pollution.

# Annexe 2 : Les compagnies maritimes impliquées dans le transport controversé des phosphates, du 1er janvier au 31 décembre 2022

*Le tableau indique les propriétaires et les opérateurs dont WSRW a pu confirmer le lien avec les cargaisons au moment où elles ont été transportées depuis le Sahara Occidental. Les compagnies qui exploitaient/possédaient ces navires au moment de la publication de ce rapport, ou qui sont propriétaires/exploitants des navires aujourd'hui, n'ont pas nécessairement de lien avec les navires au moment du transport de la cargaison.*

*WSRW a contacté le plupart des opérateurs représentant les 23 navires. Les courriers de WSRW, et les réponses reçues sont sur la page* https://www.wsrw.org/en/news/shipping-company-responses-to-the-report-p-for-plunder-2023

| N° | Nom du navire | IMO | Pavillon | Départ du Sahara Occidental | Destination (importateur) | Arrivée | Port en lourd | Cargaison en tonnes, estimation | Propriétaire enregistré | Adresse du propriétaire | Natonalité du propriétaire | Propriétaire du groupe | Nationalité enregistrée du groupe propriétaire | Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire | Operateur | Adresse de l'opérateur | Opérateur - nationalité du contrôle | Nationalité de l'opérateur | Courriel de l'opérateur | Site internet de l'opérateur | P&I Club |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Thor Niramit | 9714800 | Singapour | 07/01/2022 | Tauranga, Nouvelle Zélande (Ballance Agri-Nutrients) | 14/02/2022 | 61 171 | 59 000 | Thoresen Shipping SNG Pte Ltd | 127A, Telok Ayer Street, 068596, Singapour | Singapour | Thoresen Thai Agencies PCL | Thaïlande | Thaïlande | Thoresen & Co Bangkok Ltd | 26/32-34, 10th Floor, Orakarn Building, 26, Soi Chidlom, Phloenchit Road, Pathumwan, Bangkok, 10330, Thaïlande | Thaïlande | Thaïlande | mar@thoresen.com | thoresen.com | Britannia P&I |
| 2 | Stony Stream | 9702508 | Iles Marshall | 22/01/2022 | Napier/Lyttelton, Nouvelle Zélande (Ravensdown) | 24/03/2022 | 64 000 | 62 000 | CP Hongkong Shipping SA | | Iles Marshall | Parakou Shipping Ltd | Hong Kong | Inconnu | Cargill International SA | Esplanade de Pont-Rouge, 4, 1211 Geneva, Suisse | États Unis d'Amérique | Suisse | | cargill.com | Gard |
| 3 | Joker | 9448578 | Iles Marshall | 27/01/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 10/02/2022 | 57 982 | 56 000 | Seniority Shipping Corp SA | | Panama | Diligent Holdings SA | Panama | Grèce | Diligent Holdings SA | 43, Kifisias Avenue, 115 23 Athens, Grèce | Grèce | Panama | info@diligent.gr | diligentholdings.com | Swedish Club |
| 4 | San Nicolas | 9463580 | Iles Marshall | 30/01/2022 | Isabel, Philippines (Philphos) | 06/03/2022 | 58 802 | 57 000 | Nga Shipping Ltd | C/O Trade Fortune Inc, 9, 2as Merarchias Street, 185 35 Piraeus, Grèce | Iles Marshall | Trade Fortune Inc | Liberia | Grèce | Trade Fortune Inc | 9, 2as Merarchias Street, 185 35 Piraeus, Grèce | Grèce | Liberia | operation@tradefortune.gr, tradfort@otenet.gr | | Swedish Club |
| 5 | Royal Midori | 9860726 | Panama | 16/02/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 02/03/2022 | 63 547 | 62 000 | Leo Ocean/ Tokei Kaiun | | Panama | Tokei Kaiun Ltd | Japon | Japon | Tokei Kaiun Ltd | 219-1, Nakabori 4-chome, Imabari Ehime, Japon 799-2115 | Japon | Japon | tetsu_hasebe@tokekai.co.jp | tokeikaiun.com | Japon P&I Club |
| 6 | Keremcan Oba | 9118288 | Panama | 17/02/2022 | Ashdod, Israel (Inconnu) | 29/03/2022 | 5 748 | 5 500 | Keremcan Shipping Inc | Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake, Majuro MH 96960, Iles Marshall | Iles Marshall | Inconnu | Inconnu | Inconnu | Keremcan Shipping Inc | Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake, Majuro MH 96960, Iles Marshall | Inconnu | Iles Marshall | Inconnu | Inconnu | Thomas Miller Specialty |
| 7 | Magia | 9710036 | Suisse | 24/02/2022 | Paradip, Inde (Paradeep) | 23/03/2022 | 57 586 | 55 500 | Sextant Maritime AG | C/O Reederei Zurich AG, Bergstrasse 109, 8032 Zurich, Suiza | Suisse | Reederei Zurich AG | Suisse | Suisse | Reederei Zurich AG | Ramistrasse 6, 8001 Zurich, Suisse | Suisse | Suisse | chartering@reederei-zurich.com, technical@reedereizurich.com, info@rz-ag.com | rz-ag.com | Gard |
| 8 | Milos | 9472098 | Liberia | 09/03/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 27/03/2022 | 56 988 | 55 000 | Stavento Shipping SA | | Liberia | Goldenport Shipmanagement Ltd | Grèce | Grèce | Goldenport Shipmanagement Ltd | 41, Athinas Avenue, Vouliagmeni, 166 71 Athens, Grèce | Grèce | Grèce | contact@goldenport.gr | goldenport.gr | Skuld |
| 9 | Yuan An Hai | 9446128 | Panama | 19/04/2022 | Paradip, Inde (Paradeep) | 15/05/2022 | 56 957 | 54 300 | Yuan An Hai Maritime SA | C/O COSCO Shipping (Qingdao) Co Ltd, 61, Xianggang Zhonglu, Shinan Qu, Qingdao, Shandong, 266071, Chine | Panama | COSCO Shipping Bulk Co Ltd | Chine | Chine | COSCO Shipping Qingdao Co Ltd | 61, Xianggang Zhonglu, Shinan Qu, Qingdao, Shandong, 266071, Chine | Chine | Chine | cosqd@coscoqd.com | coscoqd.com | Inconnu |
| 10 | Thor Achiever | 9424857 | Singapour | 28/03/2022 | Tauranga/Bluff, Nouvelle Zélande (Ballance Agri-Nutrients) | 05/05/2022 | 57 000 | 55 000 | Thoresen Shipping SNG Pte Ltd | 127A, Telok Ayer Street, 068596, Singapour | Singapour | Thoresen Thai Agencies PCL | Thaïlande | Thaïlande | Thoresen Shipping SNG Pte Ltd | 127A, Telok Ayer Street,068596, Singapour | Tailandia | Singapour | tramp@thoresen.com | thoresenshipping.com | Britannia P&I |
| 11 | Themis | 9452543 | Iles Marshall | 27/04/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 12/05/2022 | 58 487 | 57 000 | Ithaca Shipping SA | | Iles Marshall | Navina Maritime SA | Liberia | Grèce | Navina Maritime SA | 42, Vouliagmenis Avenue, Voula, 166 73 Athens, Grèce | Grèce | Liberia | info@navina.gr | | Gard |

| N° | Nom du navire | IMO | Pavillon | Départ du Sahara Occidental | Destination (importateur) | Arrivée | Port en lourd | Cargaison en tonnes, estimation | Propriétaire enregistré | Adresse du propriétaire | Natonalité du propriétaire | Propriétaire du groupe | Nationalité enregistrée du groupe propriétaire | Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire | Operateur | Adresse de l'opérateur | Opérateur - nationalité du contrôle | Nationalité de l'opérateur | Courriel de l'opérateur | Site internet de l'opérateur | P&I Club |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 | Berge Tateyama | 9866706 | Royaume Uni | 13/06/2022 | Tauranga/Bluff, Nouvelle Zélande (Ballance Agri-Nutrients) | 05/08/2022 | 63 511 | 62 000 | Berge Tateyama Co Inc | | Iles Marshall | Berge Bulk Ltd | Bermudes | Bermudes | Berge Bulk Shipping Pte Ltd | | Bermudes | Singapour | | | Inconnu |
| 13 | Sea Breeze | 9869710 | Liberia | 12/05/2022 | Napier/Dunedin, Nouvelle Zélande (Ravensdown) | 26/06/2022 | 40 077 | 39 000 | TKI028 GmbH & Co KG | C/O KG Reederei Roth GmbH & Co, Hallerstrasse 40, 20146 Hamburg, Allemagne | Allemagne | Inconnu | Inconnu | Inconnu | Roth Reederei GmbH & Co KG | Hallerstrasse 40, 20146 Hamburg, Allemagne | Allemagne | Allemagne | operation@reederei-roth.de | reederei-roth.de | Inconnu |
| 14 | Darya Sati | 9752424 | Hong Kong | 29/05/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 16/06/2022 | 63 523 | 62 000 | Sati Shipping Ltd | C/O Dry Bulk Services Ltd, 15th Floor, South China Building, 1, Wyndham Street, Central, Hong Kong | Iles Marshall | Dry Bulk Services Ltd | Chine | Chine | Sati Shipping Ltd | | Chine | Iles Marshall | | | Standard Club |
| 15 | Global Frontier | 9445605 | Panama | 22/06/2022 | Paradip, Inde (Paradeep) | 01/08/2022 | 57 298 | 55 600 | Korea Tonnage No 59 Shipping | | Panama | Korea Asset Management Corp | Corée du Sud | Corée du Sud | Ultrabulk A/S | Smakkedalen 6, 2820 Gentofte, Danemark | Chile | Danemark | finance@ultrabulk.com | ultrabulk.com | UK P&I |
| 16 | Yasa Emirhan | 9454503 | Iles Marshall | 30/06/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 17/07/2022 | 55 545 | 54 000 | Flame Shipmanagement Corp | | Iles Marshall | Ya Sa Shipping Industry | Turquie | Turquie | Oldendorff Carriers GmbH & Co | 6 Willy-brandt-allee, Luebeck, Schleswig-Holstein, 23554, Allemagne | Allemagne | Allemagne | info@oldendorff.com | oldendorff.com | Gard |
| 17 | Mandarin Noble | 9533323 | Liberia | 24/07/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 10/08/2022 | 56 693 | 55 000 | Oriental Fleet Bulk 05 Ltd | C/O Dasin Shipping Pte Ltd, 10-01A, Southpoint, 200, Cantonment Road, Singapour 089763 | Liberia | COSCO Shipping Finance Co Ltd | Chine | Chine | Daeyang Shipping Co Ltd | 14th Floor, Kukje Building, 111, Da-dong, Jung-gu, Seoul, 100-180, Corée du Sud | Corée du Sud | Corée du Sud | webmaster@dyship.com | | Inconnu |
| 18 | Sheila | 9730244 | Iles Marshall | 13/08/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 28/08/2022 | 58 608 | 57 000 | Banc of America Leasing | 3rd Floor, 2059, Northlake Parkway, Tucker GA 30084-5321, Ètats Unis d'Amérique | Ètats Unis d'Amérique | Lemissoler Navigation Co Ltd | Chypre | Chypre | Lemissoler Navigation Co Ltd | Eleni Court, 17-23B, Agias Zonis Street, 3027 Limassol, Chypre | Chypre | Chypre | info@lemissoler.com | lemissoler.com | West of England |
| 19 | Berge Tronador | 9884605 | Liberia | 24/08/2022 | Tauranga, Nouvelle Zélande (Ballance Agri-Nutrients) | 15/10/2022 | 61 087 | 59 000 | Berge Tronador Co Inc | Inconnu | Inconnu | Berge Bulk Ltd | Bermudes | Bermudes | Berge Bulk Maritime Pte Ltd | | Inconnu | Inconnu | | | Britannia P&I |
| 20 | Clipper Isadora | 9883091 | Panama | 05/09/2022 | Geelong, Australie (Incitec Pivot) | 17/10/2022 | 63 340 | 33 000 | Southern Route Maritime SA | C/O Nissen Kaiun Co Ltd, 829-1, Kinoura, Hakata-cho, Imbari-shi, Ehime-Ken, 794-2305, Japon | Panama | Nissen Kaiun Co Ltd | Japon | Japon | Nissen Kaiun Co Ltd | 829-1, Kinoura, Hakata-cho, Imbari-shi, Ehime-Ken, 794-2305, Japon | Japon | Japon | | | Japan P&I Club |
| 21 | Cl Dengsha He | 9890642 | Liberia | 25/09/2022 | Paradip, Inde (Paradeep) | 23/10/2022 | 63 500 | 60 500 | CL Wuhan Ltd | | Hong Kong | China Development Bank Financial Leasing Co Ltd | Chine | Chine | Sumec Ocean Transportation | | Inconnu | Singapour | | | Inconnu |
| 22 | Kouroupi | 9339466 | Iles Marshall | 13/10/2022 | Coatzacoalcos, Mexique (Innophos) | 28/10/2022 | 56 047 | 54 000 | Achates Shipping Corp | C/O FCN Management Inc, 227 Kifissias Ave, Kifissia, Athens, 145 61, Grèce | Iles Marshall | Franco Naviera Co SA | Panama | Grèce | FCN Management Inc-PAN | 227 Kifissias Ave, Kifissia, Athens, 145 61, Grèce | Grèce | Panama | franco@franco.gr | franco.gr | Gard |
| 23 | Cl Fuzhou He | 9890630 | Liberia | 02/11/2022 | Tauranga, Nouvelle Zélande (Ballance Agri-Nutrients) | 23/12/2022 | 63 500 | 62 000 | CL Huizhou Ltd | | Hong Kong | China Development Bank Financial Leasing Co Ltd | Chine | Chine | CL Huizhou Ltd | | Chine | Hong Kong | | | Inconnu |

« En revanche, la Cour conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara Occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. La Cour n'a donc pas constaté l'existence de liens juridiques de nature à modifier l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de Nations Unies quant à la décolonisation du Sahara Occidental et en particulier l'application du principe d'autodétermination grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire. »

Cour Internationale de Justice, le 16 octobre 1975

ISBN: 978-82-93425-51-9